**Economie générale**

- Les acteurs de l’économie internationale sont :
- les Etats
- les institutions internationales
- les institutions gouvernementales nationales et régionales
- les entreprises multinationales
PIB : c’est l’un des concepts les plus importants. C’est la valeur monétaire de l’ensemble des biens et services produits dans une économie pendant une période donnée généralement une année. On distingue le PIB du PNB:
le PIB comprend les biens et services produits à l’intérieur des frontières géographiques d’un pays ; le PNB inclue la production de biens et services par les nationaux à l’étranger.
Exemple : les salaires versés aux Marocains travaillant en France, ambassades et banques seront comptabilisés dans le PNB Marocain et le PIB Français et inversement
le PNB se réfère à la nationalité ; il y a trois manières pour calculer le PIB :
-la méthode basée sur les dépenses
-la méthode basée sur les revenus
-la méthode basée sur la valeur ajoutée

1. *Méthode basée sur les dépenses*:
elle consiste à additionner toutes les dépenses effectuées pour les biens et services produits pendant une année. Elles comprennent les dépenses de bien de consommation et services des ménages plus les dépenses d’investissement des secteurs publics et privées plus les dépenses courantes du gouvernement plus la variation des inventaires plus les dépenses des étrangers au Maroc plus les exportations on retranche les dépenses des marocains à l’étranger plus les importations.
2. *Méthode basée sur les revenus:*elle consiste à additionner les revenus de toutes les personnes qui ont participé à la production des biens et services pendant l’année. On additionne les salaires et les traitements plus les soldes et les allocations militaires plus les profits des sociétés plus les intérêts et revenus divers de placement plus les revenus nets des entreprises plus les impôts indirects plus les payements nets de revenus de placement aux étrangers et on retranche les subventions et les amortissements.

***Ménage : minimum une personnes
Subventions : sont comptabilisés celles qui proviennent de l’étranger***

1. *Méthode basée sur la valeur ajoutée :*cette méthode est plus complexe, elle consiste à additionner à chaque stade de transformation d’un bien la valeur de l’activité à ajouter à la matière nécessaire. En d’autres termes, c’est la différence pour une industrie entre ses ventes et ses achats de produits intermédiaires ou matières premières.

***Utilité du PIB : il permet d’évaluer la performance économique d’un pays. Sous le plan national les responsables se basent sur le PIB ou le PNB pour établir leurs politiques économiques, ils utilisent également d’autres indicateurs comme le taux de chômage ou le taux d’inflation. Dans le cadre des relations internationales le PIB mesure la puissance économique et permet de comparer les pays entre eux. Il est également utilisé par le FMI et la BM pour déterminer la participation des pays membres à leurs financements et au droit de vote. Le PIB est utilisé surtout pour le calcul de la croissance économique***

La croissance économique : c’est la variation du PIB d’une année à l’autre (elle peut être positive ou négative) on distingue la croissance en valeur et la croissance en volume.
La croissance en valeur : (à prix courant, en dhs courant, nominale ou en dollars courant) les variables nominales résultent d’observations directes ; on sait donc que le PIB a augmenté mais on ne sait pas si c’est les quantités ou les prix qui ont augmenté ou les deux à la fois. Pour cette raison on recourt à la croissance réelle ou en volume dite aussi à prix constant ou au prix du marché de l’année X ou en dollar constant. Le PIB réel ne doit dépendre que de l’évolution des quantités mesurées en unités physiques (tonne, kg, m3) mais on ne peut pas additionner ces différentes quantités. Un PIB exprimé en unités monétaires peut être aussi une donnée réelle, il suffit pour cela que son évolution soit indépendante des prix et ne reflète que la variation des quantités. Pour arriver à ce résultat on multiplie les quantités de chaque période non pas par le prix courant mais par les prix d’une période choisi comme référence. Ainsi, on maintient les prix constants et les PIB réels obtenus décrivent uniquement l’évolution des quantités.
Les revenus par habitants : on l’obtient en divisant le PIB total ou le PNB total par la population d’un pays ou d’une région. C’est un indicateur important pour mesurer le bien être des habitants de différents pays et régions. La BM classifie les pays par ordre croissant du revenu par habitant. C’est indicateur trompeur surtout dans les pays en voie de développement ou la disparité entre les revenus est très importante. Au Brésil, en 1980 on estimait que le revenu moyen des 20% les plus riches étaient 33 fois plus élevé que le revenu moyen des 20% les plus pauvres ; c’est l’un des plus grands écarts connus dans le monde ; dans les pays industrialisés cet écart est peu élevé.
Les comparaisons internationales : pour effectuer des comparaisons internationales on utilise un étalon de mesure commun, le dollar Américain. Mais ces comparaisons peuvent être biaisées par les problèmes statistiques suivants : les fluctuations des monnaies les unes par rapport aux autres d’une année à l’autre, l’augmentation du PIB peut être faussée ; dans les pays en voie de développement les cultures de subsistance (consommation personnelle ; qui sont ni vendus ni achetés) ne sont pas incluses dans le calcul du PIB) ; l’économie souterraine ou informelle n’est pas incluse dans le PIB. Ces activités peuvent occuper une place importante dans les PVD.
Pour éliminer les différences du niveau des prix entre les pays on a instauré les parités de pouvoir d’achat (PPA) : il s’agit de taux de conversion qui tient compte à le fois du taux de change et du niveau des prix. Une somme d’argent convertie en PPA permet d’acheter le même panier de biens et services dans les pays concernés. Les PPA sont en général calculé par rapport au panier des biens et services qu’on peut acheter avec un Dollar Américain.
Les fluctuations économiques : la croissance économique ne suit pas un rythme régulier. L’économie de marché a un caractère cyclique (expansion, récession et reprise) la dernière récession mondiale est survenue en 1982 mais la plus grave de l’ère moderne s’est produite en 1929-1933. C’est le parfait exemple d’une crise de surproduction. Les capitalistes ont voulu accroître l’offre des produits pour augmenter leurs marges de profit en réduisant en premier lieu les dépenses concernant la main d’œuvre. Conséquence : pouvoir d’achat des travailleurs s’est réduit et la demande des produits a baissé ; les produits mis sur le marché ne trouvaient plus d’acheteurs et de nombreuses entreprises ont fait faillite, le chômage s’est accru et la demande a diminué encore plus. L’expansion correspond à la phase ascendante du cycle, elle est amenée par la consommation des ménages, les dépenses d’investissement, les interventions du gouvernement, la demande des étrangers concernant la production nationale ; chacune de ses raisons contribuent à augmenter la demande : la hausse de la demande favorise la création d’emplois et diminue le chômage. Le point ultime de la phase d’expansion est le sommet. Le retournement du cycle a lieu quand les variables qui influent sur lui s’estompent. Les consommateurs ont satisfait leurs besoins pour certains produits en général les biens durables, leurs pouvoirs d’achats diminuent parce que les revenus ne suivent pas le rythme de l’inflation et réduisent leurs dépenses. Les stocks de produits s’accumulent, les dépenses d’investissement ou d’expansion sont différées, l’activité diminue et entraîne des licenciements économiques, ce qui accroît le chômage. La récession peut aussi résulter de phénomènes externes, le ralentissement économique dans les pays clients réduit les exportations ce qui influe sur l’économie nationale surtout si elle est orientée vers l’export.

La politique macro-économique : est constitué par l’ensemble des mesures dont les gouvernements disposent pour influer sur la marche de l’économie, elle dépend de la conjoncture et vise à :
- contrôler l’inflation ou accorder la priorité à l’emploi
- stabiliser le taux de change
- assurer un certain taux de croissance du PIB ou favoriser une meilleure redistribution des revenus
Certains objectifs peuvent être compatibles et leurs réalisations simultanément est possible. D’autres objectifs s’avèrent en pratique contradictoire (exemple : contrôler l’inflation peut avoir des conséquences néfastes pour l’emploi et la croissance du PIB) les deux principales formes des politiques macro-économiques sont la politique budgétaire (ou fiscal) et la politique monétaire
- la politique budgétaire : elle consiste à gérer le budget de l’Etat en fonction de certains objectifs. Pour relancer l’économie dans le cas d’une récession et de chômage élevé le gouvernement peut réduire les impôts dans le but d’augmenter la demande, les consommateurs qui voient leurs revenus augmentés achètent plus de biens et services ce qui augmente la production et favorise la création d’emplois. Le gouvernement peut aussi augmenter les dépenses publiques pour les infrastructures ce qui crée des emplois et augmente la demande des biens et services. Pour ralentir le rythme dans le cas d’une forte croissance du PIB et d’un grand taux d’inflation le gouvernement cherchera à maîtriser la hausse des prix soit en relevant les impôts et taxes soit en réduisant les dépenses publiques, ceci contribue à diminuer la demande et favorise la baisse des prix.
- la politique monétaire : elle est gérée par la banque centrale, elle agit par l’intermédiaire des taux d’intérêts. Pour relancer l’économie on réduit les taux d’intérêts ce qui a pour effet de relancer la demande et les investissements étant donné que le crédit n’est pas cher. Cette politique se répercute sur la balance des paiements et le taux de change. Si les taux d’intérêts d’un pays baissent, les capitaux étrangers auront tendance à se placer ailleurs que dans le pays. Cette baisse des capitaux va entraîner la baisse du taux de change sous l’effet de l’offre et de la demande. Pour ralentir le rythme d’une économie on augmente les taux d’intérêts ce qui entraîne la baisse de la demande des consommateurs et des projets d’investissements. Mais cette politique attire les capitaux étrangers pour le placement ce qui provoque une hausse du taux de change. Depuis 1945 la politique économique des pays industrialisés a été marquée par la hausse des dépenses publiques durant les périodes de guerre (la guerre de Corée 1950-1953, la guerre du Vietnam 1965-1975) et par la baisse des dépenses à la fin des conflits.

Economie de marché : c’est une économie ou l’affectation des ressources naturelles, techniques et humaines dépend de l’offre et de la demande. Les moyens de production sont surtout la propriété des particuliers, les prix sont déterminés par l’offre et la demande.
Economie planifiée : c’est une économie ou l’affectation des ressources fait l’objet d’un plan centralisé ; les autorités centrales décident de tout (de ce qu’on doit produire, en quel quantité, avec quels moyens et pour quels consommateurs) les moyens de production sont surtout la propriété de l’Etat, les ressources sont affectées aux secteurs et aux produits désignés par le plan, les prix sont fixés par le plan. On peut décider de vendre un produit de première nécessité à un prix inférieur à son coût de production (médicaments, aliments) et faire l’inverse pour les produits de luxe (TV, parfums)
avant 1990 les économies à planification centrale constituées la moitié de la population mondiale : les pays de l’Europe de l’est, la Chine, Vietnam, Corée du nord, Albanie, Cuba et certains pays de l’Afrique leurs importances a diminué depuis la disparition du socialisme en Europe de l’est et en ex URSS.

**Introduction**: L’analyse de la balance des paiements est essentielle pour l’étude de l’économie internationale. Le solde des postes permet d’évaluer les performances d’un pays. Des opérations avec le reste du monde sont la source d’entrées et de sorties de devises qui influent sur le taux de change d’une monnaie et les variations du taux de change produisent des effets sur la croissance économique, le chômage et l’inflation.
L’ouverture des frontières économiques et la croissance des échanges internationaux rendent de plus en plus importante l’analyse des rapports économiques d’un pays avec ses partenaires. Les relations économiques internationales donnent lieu à un ensemble d’opérations qui portent aussi bien sur le commerce des marchandises et des services que sur les mouvements des capitaux. Ces opérations sont inscrites dans la balance des paiements. Pourquoi une balance des paiements ?
Aucun pays ne dispose de tous les biens nécessaires à la satisfaction de ces habitants et de ces entreprises. Il achète donc à l’extérieur tous ce qui ne produit pas chez lui ou ce qui coûte moins cher à l’extérieur pour pouvoir importer ses biens il vend à l’étranger ce qu’il produit lui-même. Ces exportations lui permettent d’obtenir des devises nécessaires au financement des importations. Le commerce entre les pays pose la question de la monnaie qui est acceptée dans les paiements. Le marché des changes où se négocient la monnaie fixe le taux auquel une monnaie peut être échangé contre une monnaie. Autrefois, le Dollar Américain constituait la principale monnaie utilisée. Aujourd’hui d’autres monnaies sont acceptées (DM, YEN) on utilise également les monnaies émises par les organismes internationaux (DTS : droit de tirages spéciaux) ou l’écu qui est devenu l’Euro par la suite (European currency unit) chaque pays possède une réserve d’or et de devises (on mesure la réserve en mois d’importation)
Au Maroc cette réserve est régit par l’office des changes.

**L’inscription des transactions dans la balance des paiements :**Toutes les transactions entre les résidents d’un pays et le reste du monde donne lieu à une entrée ou sortie de devises. Une exportation de biens ou de services donne lieu à une entrée de devises et une importation donne lieu à une sortie de devises. Les opérations inscrites dans la balance des paiements se présentent sous des formes différentes ; l’importation d’une marchandise ou d’un service donne lieu à une sortie de devises alors que l’importation des capitaux donne lieu à des entrées de devises c’est pour cela que la balance des paiements est divisé entre le compte courant et le compte capital.
- Compte courant : il comprend la balance des biens, la balance des services, la balance des revenus et la balance des transferts courants. Les biens se sont les marchandises, les services ne sont pas matérialisés par un bien, les revenus sont constitués des intérêts et bénéfices. Les transferts courants comprennent les entretiens des Ambassades à l’étranger, les aides économiques et les participations aux organismes internationaux. La balance du compte des opérations courantes ou le compte courant est la somme de tout ce qui précède ***elle comprend toutes les opérations définitives d’un pays*** contrairement aux flux des capitaux qui eux ne sont pas définitifs. Un excédent au compte courant peut servir à financer les investissements et les prêts à l’étranger, on peut accroître les réserves en devises du pays. Un déficit au compte courant doit être financé par des entrées de capitaux sous forme d’investissements directs d’entreprises étrangères ou sous forme d’emprunts à l’étranger sinon le pays doit puiser dans ses réserves de devises qui seront diminuées. Un pays doit conserver un minimum de réserves de devises au cas ou il serait impossible d’emprunter à l’extérieur pour financer ses achats de biens et services.
- le compte capital : un pays peut accueillir des capitaux étrangers ou peut lui-même exporter des capitaux. Lorsqu’une entreprise étrangère investit dans un pays cela correspond à une entrée de devises dans le pays. A l’inverse lorsqu’une entreprise du pays investit à l’étranger cela correspond à une sortie de devises, il en est de même pour les prêts. ***Le compte capital regroupe les opérations qui ne sont pas définitives,*** elles donnent lieu par la suite à des remboursements en capital ou à des paiements d’intérêts ou à des transferts de bénéfices.
Les réserves officielles de change : les réserves de change d’un pays sont constituées d’or, de Dollar Américain, des autres devises et de la monnaie du FMI (DTS : droit de tirage spéciaux)
Le taux de change : c’est le prix d’une monnaie par rapport à une autre monnaie, il est déterminé par le marché par la loi de l’offre et de la demande. Lorsque le taux de change du Franc Français diminue les biens et services Français coûtent moins cher aux étrangers, lorsque le taux de change du Franc Français augmente les achats des Français à l’étranger augmente du fait que les prix sont moins chers.
Le taux de change flottant et le taux de change fixe : dans un système de taux de change flottant le taux de change varie au jour le jour en fonction de l’offre et de la demande de la monnaie. Dans un système de taux de change fixe le taux ne varie pas au jour le jour ; les pays s’engagent à le maintenir à l’intérieur de certaines limites. Lorsque la demande est trop forte sur la monnaie la banque centrale doit vendre sa monnaie pour faire baisser le taux.
Lorsque l’offre est trop forte la banque centrale va acheter sa monnaie pour soutenir le taux de change. La banque centrale peut aussi varier les taux d’intérêts pour agir sur le taux de change. Dans un système de taux de change flottant l’augmentation de la valeur d’une monnaie se nomme appréciation tandis que dans un système de taux de change fixe elle se nomme réévaluation. Dans le cas d’une baisse de taux de change on appelle ça dépréciation dans un système dans un système de taux de change flottant et dévaluation dans un système de taux de change fixe.
- taux de change et économie : la variation du taux de change se fait sentir sur l’ensemble de l’économie, une appréciation ou une réévaluation d’une monnaie rend les exportations plus chère et donc diminue la demande étrangère. Cela entraîne un ralentissement de la production dans les secteurs liés aux exportations il peut augmenter le chômage. Une dépréciation ou dévaluation de la monnaie rend les exportations moins chères pour les étrangers ce qui accroît leurs demandes, les secteurs liés à l’exportation seront plus dynamiques ce qui peut entraîner une baisse de chômage. L’inflation provenant des produits importés augmentera car on continuera d’acheter certains biens et services malgré des prix plus élevés.
- les changes fixes et les changes flottants : le taux de change fixe amène une plus grande stabilité dans le commerce international. Il sera plus facile à un importateur ou à une exportateur de connaître les prix des marchandises et services. Sur le plan pratique, le maintien du taux de change fixe a été l’un des fondements du *système monétaire international mis en place en* *1944 à Breton Woods*. Ce système *s’est effondré en 1971* avec le flottement de la monnaie de référence le Dollar Américain. Depuis 1973, c’est le système de taux de change flottant qui domine. *Aujourd’hui* avec la réunion des pays du G7, *on parle de flottement contrôlé* des monnaies. Les pays du G7 se réunissent régulièrement pour coordonner la fluctuation de leurs taux de change et d’ajuster leurs politiques de taux d’intérêts.
**Récapitulation:**
Les relations économiques entre un pays et le reste du monde sont résumées dans la balance des paiements. Celle-ci est u n instrument précieux d’informations sur la manière dont un pays s’inscrit dans l’économie mondiale ; la balance des paiements est divisé en deux grands comptes : le compte courant et le compte capital. Le premier comprend la balance commerciale et la balance ces services, le second décrit les entrées et les sorties de capitaux marquant les relations économiques entre un pays et le reste du monde. Le compte courant est le compte le plus important de la balance des paiements car les opérations qui y sont inscrites sont définitives tandis que celles du compte capital donnent lieu à des revenus ou des paiements ultérieurs. Un déficit au compte courant doit être financé par une entrée de capitaux qui sont porteurs de futurs paiements aux non résidents qui détiennent ses capitaux. Le taux de change est le taux de conversion d’une monnaie en tout autre monnaie, il dépend de l’offre et de la demande sur le marché des changes. Toute opération qui donne lieu à une demande de monnaie nationale tend à faire augmenter le prix de cette monnaie tandis que les opérations qui occasionnent une offre de cette monnaie tendent à faire baisser les prix de celle-ci. Dans un système de taux de change flexible ou flottant le taux de change fluctue au jour le jour selon le marché tandis que dans un système de taux de change fixes les autorités monétaires maintiennent le taux de change en vendant ou en achetant des devises sur le marché des changes. Les variations du taux de change ont des conséquences sur l’économie d’un pays. Une dévaluation ou une dépréciation de la monnaie rend les produits nationaux plus compétitifs ce qui peut amener une hausse de la croissance économique et une diminution du chômage mais aussi des pressions inflationnistes. La réévaluation ou l’appréciation de la monnaie aura l’effet contraire

**Introduction** : L’analyse du passé sert à établir des perspectives pour fixer les priorités. Dans les pays industrialisés le choix entre la lutte contre l’inflation et la recherche du plein emploi a traversé les années 70 et 80 et demeurent tout aussi importante pour les années 90. Quelles sont les forces en présence au niveau mondial ? La production des biens et services est inégalement répartie elle est concentrée dans les pays les plus industrialisés, le PIB des Etats-Unis est égal au PIB d’une centaine de PVD. Le PIB du G7 est égal au PIB de 100 PVD\*4. Le G7 comprend : les EU, le Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, Canada (Russie)
Les tendances économiques qui se développent dans les pays industrialisés et particulièrement aux Etats-Unis vont se transmettre à l’ensemble des autres pays du monde par l’intermédiaire des échanges commerciaux (importations et exportations des biens et services) et par le déplacement des capitaux. Malgré les frontières nationales et les variations économiques des différents Etats le monde est en train de devenir un immense marché ou les problèmes venus des pays les plus développés se font sentir partout ailleurs. La crise de 1929 par exemple s’est répandue rapidement aussi bien dans les pays industrialisés que dans les PVD. La récession de 1982 a suivi le même cheminement.

1. **la reconstruction d’après guerre et l’expansion liée à la guerre de Corée:**
Après la deuxième guerre mondiale (1939-1945) les principaux pays belligérants en Europe : Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni ; en Asie le Japon devraient reconstruire leurs économies. Dans la plupart des cas l’infrastructure économique (ponts, routes, ports, voies ferrées, usines) a été en grande partie détruite par les bombardements. Une importante main d’œuvre formée des soldats démobilisés et des prisonniers cherchent à reprendre leurs places dans le processus de production. En plus, ces pays se sont endettés pour financer la guerre. De l’autre côté de l’atlantique aux EU particulièrement l’appareil de production est resté intact et les capacités de financement sont immenses. L’effort de guerre a développé une capacité de production machines, équipement, technologie dont une partie risque de ne pas être utilisé. De plus la démobilisation des soldats a amené là aussi une main d’œuvre abondante qui cherche du travail. Mais le marché des EU même étant le plus important ne peut absorber toute la production, le marché Européen lui offre un débouché naturel. A cette conjoncture économique particulière s’ajoute un problème politique aigu : l’expansion du socialisme qui est arrivé jusqu’en République Démocratique d’Allemagne ceci amène le gouvernement des EU à renforcer ses alliances avec les pays Européens. En visant ces deux objectifs (élargir le marché et barrer la route au communisme) le gouvernement des EU met en place un plan de financement pour la reconstruction de l’Europe. *Ce plan* est proposé par le secrétaire d’état-major Américain en Europe le général *Marshall.* Ce plan permettra entre 1948 et 1952 l’octroi de plusieurs milliards de Dollars aux pays Européens pour faciliter le redémarrage de leurs économies. De plus la BIRD ou la BM créait en même temps que le FMI à la conférence de Breton Woods à pour tâche la reconstruction des économies dévastées par la guerre. Les entreprises Américaines vont ainsi élargir leurs marchés et les capitaux Américains vont se déplacer vers l’Europe à la recherche des profits. Les milliards du plan Marshall vont aider à financer les achats Européens aux EU et la reconstruction va entraîner une croissance soutenue de ces pays. Entre 48 et 52 le PNB de la France double, celui de la RFA augmente de 80%, des EU augmente de 36%. Cette relance d’après guerre se poursuivra dans les années 50 mais de façon plus modérée à partir de 51. Dans les pays de l’organisation *de coopération et de développement* *économiques (club des riches)* la croissance durant les années 50 était en moyenne de 4,1%. Cette expansion est fondée sur le modèle de Henry Ford élaboré dans les années 20 dans ces usines. Il faut augmenter la productivité des travailleurs dans l’industrie. La hausse de la productivité servira en partie à augmenter les salaires de ces travailleurs ce qui augmentera leurs pouvoirs d’achats et la demande des biens produits par l’entreprise. Entre 53 et 60 les dépenses réelles des consommateurs ont augmenté de 4% par an dans les pays de l’OCDE. Elles ont stimulé la production dans les industries des biens durables, ces industries ont augmenté leurs investissements et leurs demandes de main d’œuvre. De plus ces pays adopteront dans les années 50 des politiques basées sur l’intervention de l’Etat dans l’économie préconisé par Keynes. On voit apparaître les systèmes d’avantages sociaux comme les allocations familiales, les retraites qui augmente le pouvoir d’achat des ménages. Le financement des infrastructures créait des emplois et des revenus. L’urbanisation et le baby-boom entraînent la consommation de logements et le développement des services nouveaux tels que l’éducation ou la santé. Au début des années 50 un autre conflit où sont engagés les EU c’est la guerre de Corée. Cette guerre va maintenir cette expansion rapide à cause de la demande Américaine pour l’armement. Les économies des pays fournisseurs ; Allemagne, Royaume-Uni, France et Japon ; sont stimulés par leurs demandes qui accroît leurs exportations, cette activité va cesser à la fin des conflits en 53. En 54 la croissance dans les pays de l’OCDE atteint un creux de 1,1%. Les EU subissent leur plus grande récession depuis la fin de la guerre avec une chute de 1,3% du PNB. La fin de la guerre de Corée a entraînée une récession.
2. **Les années 60 :**
ces années sont marquées par l’arrivée de nouveaux pays industrialisés NPI sur la scène mondiale, ils se trouvent principalement en Asie du sud (Corée du sud et Taiwan). Ces pays ne sont indépendants que depuis la fin de la deuxième guerre mondiale mais l’occupation Japonaise leur a quand même permit de bâtir une infrastructure et un début d’industrialisation. Durant cette décennie les pays à faible revenu ont connu une croissance annuelle moyenne de 4,4%, la Chine 5,2% grâce à la prise de pouvoir par les communistes en 1949 et rattrape son retard ; le Pakistan qui s’est séparé de l’Inde en 1947 6,7%. Le groupe des pays à revenu intermédiaire a eu le taux de croissance moyen le plus élevé 5,9%. Parmi ces pays on remarque la performance de la Corée du sud avec un taux moyen de 8,6% soit le double du taux Américain ; Taiwan, Singapour, Hong Kong et la Thaïlande ont également des taux supérieurs à la moyenne. Les pays industriels à économie de marché : durant cette période ces pays ont connu une croissance régulière avec un sommet en 1965 dû à la guerre du Vietnam ou les EU sont engagés. L’effort de guerre va une fois de plus engloutir les fonds et contribuera à l’endettement des EU, le gouvernement va augmenter ses dépenses et la croissance qui en résulte va se transmettre aux pays fournisseurs des EU. Pour financer ses achats les EU vont imprimer des milliards de Dollars (planche à billet) qui inondent le marché international. Ce surplus de Dollar va exercer à la baisse des pressions sur le Dollar Américain et amènera sa dévaluation et la suppression de sa convertibilité or. Durant cette période le Japon accentue son rythme de croissance pour accéder au rang des grandes puissances économiques.
3. **Les années 70 :**
Durant cette décennie dans les pays à faible revenu la croissance s’est poursuivi au même rythme 4,6% pour les pays à revenu intermédiaire la croissance économique s’est poursuivi à un rythme légèrement inférieur soit 5,6%. Pour les pays industriels à économie du marché la croissance a diminué fortement par rapport aux années 60 passant ainsi de 5,2% à 3,2%. Les années 70 sont marquées par une récession en 1974-75. Dans les pays de l’OCDE le cycle économique à long terme a atteint un sommet au milieu des années 60 après 1966 la croissance s’est ralenti jusqu’en 70. En 74-75 le PIB réel des pays de l’OCDE stagne et le cycle atteint son creux après la reprise de 68-69. Les PVD ont été moins touché par cette récession plusieurs facteurs sont à son origine : le 30 Avril 1975 les troupes Américaines quittent le Vietnam après dix ans de conflit qui a fortement nuit à l’économie Américaine et à sa monnaie. Les dépenses militaires à l’étranger ont été financées par une augmentation de la masse monétaire ce qui a provoqué une forte inflation. Les dépenses militaires ont également déstabilisé la balance commerciale des EU, les Américains ont préféré s’approvisionner à meilleur prix à l’extérieur et leurs clients réduisent leurs demandes pour leurs produits. La fin de la guerre du Vietnam va obliger les EU à réduire les dépenses de l’Etat ce qui provoquera un ralentissement de l’économie Américaine. Les pays fournisseurs des EU vont également être touchés du fait de la baisse de leurs exportations vers les EU. Le 15 août 1971 le président Nixon suspend la convertibilité du Dollar que l’on peut échanger depuis 1944 à un taux de fixe de 35 $ l’once d’or (once : unité de mesure anglo-saxonne ; 28 grammes) en décembre 1971 le $ est dévalué et ouvre la voie à une période d’instabilité monétaire qui va perturber les échanges commerciaux. En 1973 la forte demande des matières premières entraîne une hausse des prix qui se prolonge jusqu’en 1974, l’inflation est accentuée par l’augmentation des prix du pétrole à la fin de 1973. l’augmentation des prix de matières premières et particulièrement ceux du pétrole va augmenter les coûts de production et va entraîner une baisse générale des prix à la consommation. *En 1960 cinq pays producteurs du pétrole Venezuela, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Koweït réuni à Bagdad fondent l’organisation des pays exportateurs du pétrole (OPEP)* se joindront à l’organisation le Qatar (1961), l’Indonésie (1962), la Libye (1969), l’Algérie (1970), le Nigeria ( 1971), l’Equateur (1973), l’EAU et le Gabon (1974). L’OPEP est crée en réaction au pouvoir des sociétés pétrolières qu’on appelait les *7 sœurs : Exxon, Texaco, British petrolium, Shell, Gulf, Standard oil of California et Mobil oil* qui disposent alors du plein contrôle sur les niveaux des prix et sur les revenus versés aux pays exportateurs. (évasion : échapper aux textes de lois sans les enfreindre)
Au cours des dix premières années l’OPEP réussit à peine à empêcher les baisses de prix mais à partir de 1970 les choses changent. Certains pays Libye, Algérie, Irak d’abord puis le Venezuela diminuent la production pour exercer des pressions à la hausse sur les prix. De 1970 à 1973 le prix du brut léger Saoudien qu’on appelle *Arabian light crude (c’est le prix de référence à partir duquel sont fixés les prix des autres catégories)* passe de 1,8$ à 3,01$ en septembre à 11,65$ en décembre à la suite de la guerre d’Octobre. Cependant les pays producteurs ne sont pas les seuls responsables de la hausse des paix que subissent les consommateurs des pays importateurs, les multinationales qui contrôlent la distribution ont profités de leurs pouvoirs sur le marché pour doubler leurs profits de 72 à 73.
La stagflation : est un phénomène économique apparut dans les années 70. c’est la coexistence d’une faible croissance économique et de taux de chômage levé avec la persistance d’une forte inflation, ce phénomène commence en 74, une année de stagnation pour les pays de l’OCDE avec un très faible taux de croissance 0,8%, avec un fort taux de chômage 3,6% et une inflation record de 13,9%. En 1975 malgré le creux du cycle la stagnation du PIB le taux de chômage est de 5,2% et l’inflation se maintient à 10,9%, auparavant lorsque le cycle était à la baisse l’inflation avait tendance à baisser, ce phénomène sera discuter en 75 lors du premier sommet des pays industrialisés les participants décident de lutter contre l’inflation en premier lieu par la limitation des hausses des salaires qui sont tenus pour responsable de l’inflation. La réduction de la demande par des politiques fiscales, le ralentissement des dépenses publiques ceci va entraîner une récession l’inflation sera maîtrisée mais le taux de chômage augmente et atteint un nouveau record de 8,7% en 1983. *(baril=159 litres)*
La récession de 75 sera suivie d’une expansion mais dans les pays de l’OCDE le chômage persiste. La lutte contre l’inflation entraîne la diminution des dépenses publiques, des licenciements, des privatisations d’entreprises publiques.
4. **Les années 80 :** la récession de 1981-1982
elle a son origine dans les perturbations qui ont marqué la fin des années 70, l’économie mondiale est secouée par un nouveau choc pétrolier, le prix du brut saoudien va plus que doubler pour atteindre 32$ le baril en 1981. Cette hausse va entraîner une inflation, celle-ce a été ramené en dessous de 10%, elle remontera à 13% en 1980 et à 10,5% en 1981. Cette relance de l’inflation amène les gouvernements des pays industrialisés à prendre deux mesures :
- augmenter les ressources destinées à une entreprise, diminution des taux d’imposition, réduction du poids des salaires dans le coût de production.
- éliminer les déficits budgétaires et hausse des taux d’intérêts pur ralentir la demande et favoriser la baisse des prix mais la recherche du plein emploi sera oubliée pour le moment. Conséquence : les mesures fiscales pour réduire la demande seront aggravées par la hausse des taux d’intérêts pour attirer les capitaux et éviter la chute de la devise. Les PVD importateurs du pétrole sont doublement touchés par la hausse des prix du pétrole et des taux d’intérêts. Ils vont réduire leurs importations dans les pays industrialisés. Dans les pays de l’OCDE le taux de croissance du PIB tombe à 1,2% en 1980, 1,6% en 1981 et 0% en 1982. Le taux de chômage dépasse 8% pour la première fois depuis les années 30. Si il y a bien eu une reprise en 1983 dans les pays de l’OCDE elle s’est accompagnée de très haut taux de chômage plus de 8% en 1987. L’inflation s’est elle résorbée jusqu’au 2,9% en 1986. le véritable problème des pays industrialisés demeure le chômage. Dans les années 80 le taux de chômage moyen est le triple de celui des années 60. Si l’inflation semble maîtrisée le chômage s’accroît par le nombre et la durée. Il frappe plus durement la jeunesse et les minorités ethniques.
Le crash boursier de 1987 : **l’indice Dow Jones** de la bourse de New York qui est la moyenne pondérée des 30 plus grandes puissances industrielles chutait de 504 points soit une baisse de 20,4%, cette baisse va vite se répercuter sur les autres places financières. Cette baisse liée à la spéculation a vu en l’espace d’une journée 500 milliards de $ partir en fumée mais cette crise contrairement à celle de 1929 n’a pas touché l’économie des EU, elle a concernée les milieux liés à la spéculation boursière.
5. **Les années 90 :**
Dès la fin des années 80 une autre récession la 3ème depuis 1975 a touché les pays industrialisés, plusieurs facteurs sont à l’origine de cette récession : durant l’expansion des années 80 le chômage s’était maintenu à un niveau élevé. L’apparition de certaines couches de la population et la stagnation du pouvoir d’achat des salariés limitaient la demande. Les politiques fiscales et monétaires menées par les gouvernements accentuaient cette baisse de la demande. De plus pour les entreprises, l’Etat et les consommateurs aux EU la relance a été financée par des emprunts. Cette récession a été moins importante que celle de 81-82 mais elle a duré plus longtemps. Elle a débuté au milieu de l’année 90 et c’est seulement en 1993 que la reprise s’est manifesté.

A travers l’histoire toutes les grandes économies ont connu une ascension vers le sommet une période d’hégémonie ou prépondérance économique militaire et politique puis un déclin. La GB a dominé le monde du 18 siècle au moment de la révolution industrielle jusqu’au début du 20 siècle ou elle est dépassée par les EU qui seront au sommet de leur puissance après la seconde guerre mondiale et domineront l’économie mondiale jusqu’à la fin des années 60. Les EU sont encore aujourd’hui la principale puissance économique mais ils doivent partager leur pouvoir avec d’autres pays qui ont acquit la technologie. Ces pays dont les économies ont été détruites par la guerre sont le Japon et RFA au sein de la CEE. Ces transformations amèneront une ère nouvelle celle de la multipolarité : c’est l’existence simultanée de plusieurs pôles régionaux (Amérique du nord, CEE en Europe et Japon en Aie avec d’autres pays)

**I-la suprématie Américaine:**

Au lendemain de la seconde guerre mondiale les EU sont au sommet de l’économie mondiale, leur production dépasse à elle seule celles de tous les pays de l’OCDE réunis. Sur le plan monétaire grâce à leurs ventes aux pays belligérants les EU ont pu augmenter leurs réserves d’or à plus de 20 milliards de $ soit les deux tiers du total mondial. En 1944 ils sont en mesure d’imposer au monde une proposition de système monétaire international, de plus la richesse accumulée durant la guerre leur permettra de financer la reconstruction de l’Europe et du Japon. Sur le plan intérieur durant les années 50 et 60 l’Etat va s’impliquer de plus en plus dans la vie économique et sociale : sécurité sociale et recherche de plein emploi créant ainsi l’Etat providence que d’autres pays vont suivre. Tout au long de cette période le processus de concentration industrielle s’accentue. Les entreprises industrielles et financières à la recherche du profit maximum investissent une partie croissante de leurs capitaux à l’étranger principalement en Europe et dans certains pays du tiers monde ou elles peuvent trouver les matières premières et énergétiques nécessaires à leurs expansions. Les EU vont intervenir dans les affaires d’autres pays, dans les années 50 les troupes Américaines sont dépêchées en Corée du sud pour appuyer les forces occidentales contre la Corée du nord soutenue par la Chine et l’URSS. Au début des années 60, le gouvernement Kennedy offrira des aides aux pays d’Amérique latine qui résisteront à la révolution de type Cuba. Au milieu des années 60 le gouvernement Johnson met en place son projet de ***great society*** qui comprend des mesures contre le chômage des jeunes et prévoit la hausse du salaire minimum ainsi que l’octroi des crédits nouveaux pour la santé et l’éducation. Ces mesures entraînent une augmentation des dépenses publiques et une diminution des revenus qui accroissent le déficit de l’Etat. Ce déficit accentué par la guerre du Vietnam et par les dépenses consacrées à l’entretien des bases militaires dans les pays alliées comme la Turquie, la Grèce, le Maroc. A ces dépenses s’ajoutent les investissements étrangers des sociétés multinationales pour l’achat des entreprises à l’extérieur des EU. Ces difficultés financières sont contournées pendant un certain temps par l’émission d’Eurodollar (ce sont des $ déposés par les banques en dehors des EU) ces eurodollars constituent des créances envers les EU dont les détenteurs pourront exiger le remboursement ultérieurement. Cet état d’endettement ne durera pas longtemps et précipitera la crise du $ et du système monétaire international en 1971 ; stable depuis 1944 le $ sera dévalué une première fois en décembre 1971 puis une nouvelle fois en février 73, cette baisse du taux de change améliore la compétitivité des exportations Américaines ce qui diminue le déficit de la balance commerciale ; en 1972 celle-ci est même excédentaire mais la guerre du Vietnam continue à nuire à l’économie des EU. Les EU voit leur prédominance diminuée du moins sur le plan économique et pendant ce temps d’autres pays qui avaient bénéficié de l’aide Américaine pour leurs reconstructions vont prendre une place de plus en plus importante dans l’économie mondiale. A la fin des années 80 la place des EU dans les pays industrialisés n’a cessé de diminuer. La part des EU dans le PIB de l’OCDE est passé de 61,6% en 1950 à 31,7% en 1992 celle du Japon passait dans la même période de 2,9% à 20% celle de l’Allemagne de 5% à 9,5%. Ces changements dans la position relative des principaux pays sont liés au taux de croissance de leurs économies respectives durant la période. Entre 1950 et 1991 les EU ont connu une croissance plus lente que celles des autres pays à économie de marché à l’exception du Royaume-Uni. Sur le plan du commerce extérieur le déclin de la puissance Américaine et encore plus net, les EU qui en 1956 réalisait la moitié des exportations de l’OCDE se retrouvait à la fin des années 80 au 2ème rang derrière la RFA on ne parle plus d’hégémonie ni de domination.
**Les causes du déclin** : le passage de l’hégémonie Américaine à la simple primauté s’explique par la baisse de compétitivité industrielle du pays c'est-à-dire dans la diminution de sa capacité de livrer sur les marchés étrangers des biens manufacturés au moindre coût. De 1960 à 1985 la productivité de l’industrie Américaine a augmenté de 96% tandis que celle du Japon augmentait de 589% celle de la France de 380% celle de l’Italie de 281% et celle de la RFA 227%. Cette importante baisse de la productivité Américaine à contribuer la part des EU dans la valeur de la production manufacturière des pays industrialisés, cette part est passée de 57% à 21% entre 1948 et 1980. Elle est aussi la cause principale de la montée du Japon et de la RFA qui se place au premier rang des pays exportateurs des produits manufacturiers ; 3 raisons majeures expliquent le déclin relatif aux EU : l’émergence d’une économie multipolaire à l’échelle mondiale, le fardeau militaire et l’absence d’une politique industrielle nationale.
1-la montée des pays rivaux :

La restructuration du système d’économie de marché depuis la seconde guerre mondiale résulte d’abord du rattrapage de l’Europe et du Japon mais aussi dans le tiers monde quelques pays nouveaux industrialisés NPI : Corée du sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour, Brésil, Mexique et Chine sont apparus au cours des années 60 et 70. Ils sont suivis plus récemment par d’autres pays l’Inde, Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Turquie. Les EU doivent donc affronter ces nouveaux concurrents du sud qui ont réussi à s’emparer d’une partie du marché mondiale et de leurs marchés intérieurs dans le textile, vêtements, acier et les produits manufacturés comme les navires et les automobiles. Sur le plan industriel les EU sont dépassés dans le secteur de l’acier à cause de la perte de compétitivité, le Japon produisait des aciers à des coûts inférieurs de 30% à ceux des EU. Dans l’industrie automobile la part Américaine est passée de 79% en 1946 à 27% en 1985. Le Japon est devenu le 1er producteur mondial et le 1er exportateur de véhicules à moteur. Dans le domaine de l’électronique les EU ont pour la 1ère fois un déficit commercial en 1984. En 1982 avec des grandes marques : Sony, Sanyo, Toshiba le Japon s’accaparait déjà 38% des marchés Américains de téléviseurs et 100% de celui des magnétoscopes. Dans les sous secteur des ordinateurs le Japon est également de plus en plus présent.
2-le fardeau militaire:

 Aux EU la part du PIB consacrée à la défense est plus importante que dans tout autre pays industrialisé. En 1990 5,7% pour les EU, Japon 1%, Allemagne 2,9%, France 3,6%, Italie 2,3%, Royaume-Uni 4% et Canada 2%. En 1990 les EU réservait seulement 1,9% du PIB aux dépenses civiles de recherche et de développement contre 3% pour le Japon et 2,7% en Allemagne. Or on peut observer une corrélation inverse entre le taux de croissance de la production et de productivité de l’industrie et les dépenses militaires. Les EU et UK ont la croissance la plus lente avec d’importantes dépenses militaires tandis que le Japon et l’Allemagne ont une croissance plus rapide en affectant plus de ressources à la recherche et développement non militaires.
3-absence d’une politique industrielle nationale :

 L’Etat Américain accorde aux entreprises un soutien financier important et varié mais cette aide ne correspond à aucun plan d’ensemble, elle est accordée pour résoudre des difficultés ponctuelles mais il n’existe pas de véritables politiques industrielles. Une telle politique implique la coordination des interventions du gouvernement dans le but d’accroître la productivité de l’ensemble ou de certains secteurs de l’économie. Une telle coordination n’existe pas aux EU à cause des groupes de pressions qui exercent un lobbying constant auprès des centres de décisions comme la maison blanche, la chambre des représentants et le Sénat. Le lobbying permet la représentation permanente des grandes composantes de la société qui exercent des pressions pour obtenir des mesures particulières. Chaque organisation doit être très efficace dans son secteur mais l’ensemble de la politique économique n’est pris en charge par aucune d’entre elles. D’autres facteurs ont désavantagé l’économie Américaine : le coût de capital beaucoup plus élevé au Japon a forcé les investisseurs à privilégier les rendements à court terme au détriment des objectifs à long terme or c’est tout à fait l’inverse qu’il faudrait pour renforcer les secteurs menacés c'est-à-dire des changements technologiques. Les grandes écoles d’administration forment des spécialistes en finance et gestion de portefeuille. Au Japon, les administrateurs sont plus préparés à la gestion matérielle de la production des stocks et de la technique de la production. En conclusion sur le déclin, les EU ont dominé le monde sans partage pendant près de 40 ans. Leur suprématie économique, militaire et politique leur a crée des responsabilités nouvelles : maintien d’une présence militaire sur tous les fronts ; Asie, Europe, Amérique latine, Moyen Orient, Allemagne, Philippines, Koweït compétition avec l’URSS pour le partage des zones d’influences et la primauté de l’arsenal militaire. De plus la concurrence économique avec les autres pays industrialisés et certains PVD s’accentuait à la suite des efforts déployés par ces pays pour améliorer leur compétitivité. La puissance Américaine obligeait de supporter le fardeau de son pouvoir élargi a été peu à peu surpasser dans plusieurs domaines et a perdu sa suprématie technologique. Les investissements des étrangers aux EU vont augmenter, ces exportations des capitaux vers le pays venait de changer un rapport\* établi depuis de nombreuses décennies. La propriété étrangère aux EU aussi bien foncière (le sol) que les titres (actions et obligations) a augmenté à 1330 milliards de $ alors que la propriété Américaine à l’étranger s’élevait à 1070 $. Les avoirs extérieurs nets des EU c'est-à-dire les avoirs Américains à l’étranger moins les avoirs étrangers aux EU montrent maintenant un solde négatif qui n’a cessé de croître. En 1989, cet écart négatif atteignait 664 milliards de $ et au début des années 90 il était de 1000 milliards de $. Les investissements directs dans l’industrie, le commerce, le pétrole, l’immobilier, les assurances, les banques font qu’aucun secteur n’est épargné par le capital étranger. D’importantes sociétés passent aux mains des Britanniques comme Standard oil, des Français comme Uni royal, de Canadiens ou de Japonais. Les Américains étaient plus habitués plus au processus inverse c'est-à-dire des prises de possession d’entreprises étrangères par les EU. Les EU sont maintenant le pays ou le stock d’investissements étrangers est le plus élevé au monde. Cela montre à la fois le changement du rapport des forces économiques en faveur de leurs concurrents qui peuvent désormais rivaliser avec les entreprises nationales sur leurs propres terrains mais c’est aussi une preuve du pouvoir d’attraction du pays qui est le plus large marché du monde. Les EU ont donc perdu de leur puissance mais demeurent toujours les premiers et pourrait renverser la tendance. Depuis quelques années la recherche en haute technologie fait l’objet d’une collaboration étroite entre l’université et l’entreprise. Le déclin Américain n’est pas irréversible. Les EU disposent sur le plan économique d’un potentiel productif jamais égalé.

**II- le Japon :**

le Japon a connu un chemin inverse par rapport aux EU. A peine relevé des bombardements qui ont détruit ces villes, ses industries et sa population le pays a progressivement accaparé le leadership dans de nombreuses branches industrielles et s’est imposé comme une puissance financière de premier ordre. La croissance spectaculaire du Japon depuis 1950 lui a permit d’accroître à 20% sa part de PIB dans l’ensemble de l’OCDE et se rapprocher de plus en plus des EU. En 1992 le Japon était toujours le 2ème exportateur de produits manufacturés au monde, il domine notamment le secteur de l’acier, de la production des camions, d’automobiles et des produits électroniques. En 1985, l’industrie Japonaise utilisait 7 fois plus de robots que l’industrie Américaine. Le miracle Japonais s’est produit entre 1955 et 1973 durant cette période la production industrielle a cru à un rythme annuel de 13,8%, l’économie japonaise rattrapera puis dépassera le niveau d’avance technologique de tous les autres pays industrialisés. Dans un 1er temps le Japon a surtout importé et perfectionné la technologie étrangère ensuite il a crée sa propre technologie. Ces entreprises se sont hissées au niveau des plus importantes sociétés industrielles et bancaires. Parmi les 1000 sociétés les plus importantes on observe que 345 sont Américaines et 310 sont Japonaises. Sur les 10 premières firmes 7 sont japonaises ‘nippon telegraph and telephon’ et ‘la banque Sumitomo’ est en tête suivi par IBM. Dans le seul secteur bancaire les 10 premières sociétés sont japonaises. Comment le pays est-il pu arriver à de tels résultats après avoir été écrasé à la fin de la seconde guerre mondiale ?
a- les facteurs externes au pays : la guerre de Corée a fait du Japon une base stratégique et économiques pour les troupes Américaines sollicitées par les EU de fournir des produits alimentaires et de l’armement le pays a pu obtenir la levée des restrictions imposées à la fin de la seconde guerre mondiale. On lui avait interdit de reconstituer une armée et on l’obligeait à limiter sa production dans les secteurs qui pouvaient contribuer à la reconstruction de son potentiel militaire. Les commandes Américaines joueront un rôle essentiel dans le relèvement économique du Japon en créant une demande pour son industrie manufacturière. Dans les années 60 et 70 la guerre du Vietnam multipliera ses commandes accélérant ainsi le développement de l’industrie lourde, de plus les EU ont directement contribué au redressement du Japon par ***le plan Dodge*** semblable au plan Marshall pour l’Europe. Cette décision est motivée par le changement des rapports de force dans la région suite à la victoire du communisme en Chine en 1949. De façon générale le secteur de l’exportation sera la locomotive de l’économie Japonaise.
b- la pression démographique : les facteurs déterminant du miracle économique Japonais sont intérieurs. Le Japon bénéficie d’une population active importante bien encadrée par les syndicats dociles et bien formés. C’est un élément essentiel dans la croissance de la productivité industrielle du pays. Cette productivité industrielle a dépassé celles des autres pays industrialisés et a permit aux entreprises Japonaises de pénétrer les marchés étrangers d’autant plus que le marché Japonais lui-même était fermé à la production étrangère. Il était alimenté par la production nationale, l’urbanisation des habitants et l’occidentalisation des consommateurs ont crée un marché intérieur pour une partie de la production manufacturière. L’augmentation de la demande des consommateurs a progressé de 11% par année durant les années 60, elle a stimulé l’investissement qui a augmenté durant la même période au taux exceptionnel de 14,5%. Ces rythmes de croissance vont se maintenir jusqu’au milieu des années 70 ; à partir de 1973 l’économie japonaise croissait à un rythme supérieur à celui de l’ensemble de l’OCDE.
c- une forte présence de l’Etat : l’Etat Japonais a joué un rôle de catalyseur dans l’investissement et la croissance. Dans ce pays, l’aide publique à l’investissement privé est assurée au moyen d’une intervention directe de l’Etat. Cette intervention s’effectue à travers le ministère du commerce international (MITI) en concertation avec les chefs d’entreprise. L’Etat subventionne les entreprises les plus prometteuses, il accorde des exonérations de taxes et participe au financement de la recherche et développement. C’est une particularité de l’économie Japonaise contrairement à la politique économique Américaine. Mais l’Etat Japonais a négligé d’autres secteurs, à la fin des années 80 le Japon est encore sous développé en matière d’infrastructures, manque de résidences confortables, de routes goudronnées, de réseaux... En plus de la dégradation de l’environnement liée à la surexploitation d’un espace réduit.
d- la faiblesse des dépenses militaires : l’interdiction qui a été faite au Japon de reconstruire une armée a joué en sa faveur. Alors que les EU consacrait au domaine militaire d’importantes ressources qui ont fini par nuire à leurs performances économiques le Japon quant à lui a pu affecter les sommes épargnés au financement du progrès technologique de plus il a bénéficié de revenus importants dû aux dépenses militaires durant les 2 guerres celle de Corée et celle du Vietnam.
f- les faiblesses économiques et sociales : depuis la récession de 74-75 le rythme de croissance de l’économie Japonaise bien que supérieur à l’ensemble des pays de l’OCDE a ralenti d’une façon significative. Le déficit en matière de structure n’est toujours pas comblé il est même aggravé par certaines lacunes économiques et sociales. D’après la banque mondiale le nombre d’habitants par médecin était en 90 aussi élevé qu’en Irlande (660 hab. /méd.) Canada (450 hab. /méd.). Sur le marché de travail le nombre d’heures travaillées annuellement dans l’industrie est plus élevé que dans les autres pays industrialisés. Le taux de chômage serait plus important si on incluait le travail à temps partiel dans certains secteurs. Depuis le 1er choc pétrolier 73 la balance commerciale du Japon a été plusieurs fois déficitaire ceci explique d’une part la forte concentration des exportations vers un seul pays EU et sur quelques produits haut de gamme comme les automobiles et l’électronique, d’autre part par l’importance de la facture énergétique et des autres matières premières qui accaparent 65% du total des importations. Depuis le Japon a choisi de diversifier ses marchés en implantant des usines en Europe (Allemagne, Italie, France, Espagne) le Japon commence à ressentir la concurrence des autres pays d’Asie, ces pays s’introduisent sur le marché Américains et sur les autres marchés Asiatiques. Ils bénéficient d’avantages considérables (ces pays) : leurs taux de salaires sont souvent 5 à 10 fois inférieurs au taux Japonais ou Américain. Leurs conditions de travail sont beaucoup moins réglementées ce qui provoque des accidents. Le Japon est aussi menacé par les maladies de travail. La productivité est le résultat d’un travail acharné et d’un dévouement total à l’entreprise mais ces conditions de travail ont déjà causé des milliers de morts. 10000 salariés meurent chaque année de surmenages dans le travail. Sur le plan militaire l’avantage dont bénéficie le Japon risque de disparaître dans quelques années. Au début des années 90 le Japon possédait le 3ème budget militaire en importance après les EU et l’ex URSS. Sa présence militaire ira en s’accentuant dans la région du pacifique quand les EU réduiront leurs effectifs en Philippines et en Corée du sud. En conclusion le déclin des EU et la montée du Japon avec les 4 autres pays d’Asie du sud est Corée du sud, Taiwan, Hong Kong et Singapour et d’autres pays industrialisés provoque un déplacement des activités économique vers le bassin du pacifique. Les pays Asiatiques accaparent une grande part de la production et des exportations mondiales, la région se renforcera si la Chine poursuit la croissance qu’elle a entreprise depuis quelques années. Une 3ème puissance mondiale est en train de naître, le 1er Janvier 1993 les 12 pays de la CEE faisait un grand pas vers l’union économique : la création du marché unique constitue une étape importante vers l’union européenne prévu par le traité de Mastritch.

Les formes d’associations économiques : l’association économique peut prendre les formes suivantes :

-zone de libre échange : les pays membres abolissent les barrières tarifaires entre eux mais conservent leur structures tarifaires respectives vis-à-vis du RDM.

- l’union douanière : outre qu’elle élimine les barrières tarifaires à l’intérieur de la zone, elle établit des tarifs extérieurs communs sur les importations qui proviennent de l’extérieur de la zone, elle constitue de ce fait une forme d’intégration plus poussée.

- le marché commun : représente une union douanière qui assure non seulement la libre circulation des biens entre ses membres mais aussi celle ces capitaux, de la main d’œuvre et des services. La CEE a commencé par abolir les tarifs entre ses membres puis à instaurer progressivement un tarif commun sur les importations, les pays membres décident de l’ouverture des frontières aux capitaux, à la main d’œuvre et aux services. Un tel processus crée entre les pays membres une interdépendance qui les amène à coordonner leurs politiques fiscales, monétaires et sociales. L’unification de ses politiques débouche sur une union économique. Lorsque l’union économique se double d’une unification monétaire c'est-à-dire lorsque un groupe de pays se donne une monnaie unique et une autorité monétaire centrale on arrive à l’union monétaire. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale plusieurs associations économiques se sont formées, la CEE par son évolution est la plus importante. Depuis plus de 30 ans les pays de l’Europe de l’ouest font de l’unité économique européenne leur objectif principal.
**1- le marché commun** :
la CEE a été institué le 25 mars 1957 par le traité de Rome conclut entre la RFA, la France, l’Italie, la Belgique, les Pays-bas et le Luxembourg. Le traité est entré en vigueur le 1er janvier 1958. La création de cette association économique répondait aux besoins d’unification des pays européens à la suite de la division de l’Europe après la guerre. Avant le traité de Rome il y a eu plusieurs tentatives d’unification. En 1948 l’organisation Européenne de coopération économique OECE qui regroupait les pays bénéficiaires du plan Marshall. En 1953, la communauté Européenne du charbon et de l’acier CECA qui est à l’origine du traité de Rome. 1954 sept pays Européens ont formé l’association Européenne de libre échange AELE il s’agit de la Suède, la Norvège, le Danemark, l’Autriche, la Suisse, le Portugal et la Grande Bretagne. Cette association dont les objectifs étaient plus modestes s’est disloquée au cours des années, d’ailleurs la plupart des ses membres vont intégrer la CEE. En Europe de l’est les économies à planification centrale se sont regroupées dans le conseil d’assistance économique mutuelle des pays de l’est COMECON qui a disparu en 1991 après la chute du mur de Berlin. Le traité de Rome vise la formation d’un marché commun intégrant à la fois la libre circulation des marchandises, la liberté d’établissement et de prestations de services ainsi que la libre circulation des travailleurs et des capitaux.
a- la libre circulation des marchandises : c’est l’objectif primordiale de l’entente, pas de restrictions quantitatives (contingentement : on vous fixe un contingent vous ne pouvez pas exporter plus de X quantité) pas de droits de douane à l’intérieur de la CEE et un tarif douanier commun pour tous les pays situés en dehors de la zone. La libre circulation des marchandises a entraîné un très fort accroissement du commerce entre les pays de la communauté ; il a été multiplié par 4 entre 1958 et 1968 passant de 6,8 milliards de $ à 28,4 milliards de $ (commerce intercommunautaire) les échanges avec les pays tiers doublaient durant la même période passant de 16 milliards de $ à 33,5 milliards de $.
b- la liberté d’établissement et la libre prestation de services : libre établissement veut dire toute entreprise d’un pays membre a le droit de s’installer dans un autre pays de la CEE travers une agence, une succursale ou une filiale (par exemple un automobiliste Français peut assurer son véhicule dans une filiale Allemande en France) libre prestations de services signifie que l’automobiliste Français peut s’assurer directement auprès de la compagnie située en Allemagne. A la fin des années 80 la libre prestation de services n’est pas complètement réalisé et sera négocié dans le cadre du marché unique.
c- la libre circulation des travailleurs : les travailleurs des Etats membres pouvaient accéder à un poste dans un autre pays à la seule condition d’obtenir un permis de séjour accordé pour une durée de 5 ans et renouvelable automatiquement. Chaque travailleur a le droit de transférer ses droits à la sécurité sociale dans un autre pays de la communauté ce qui lui permet de garder les mêmes avantages que s’il était resté dans son pays d’origine. Des problèmes subsistent pour les professions libérales et pour les diplômés universitaires pour des questions d’équivalence de diplômes.
d- la libre circulation des capitaux : la CEE adopte le principe de la libéralisation des mouvements de capitaux et la non discrimination selon l’origine. La non discrimination oblige les pays à accorder au capital des pays membres le même traitement qu’au capital national. Les mouvements de capitaux entre les pays membres n’ont pas connu le même accroissement que les marchandises à cause notamment de la réglementation d’échange qui est différente d’un pays à l’autre. Le progrès de la libre circulation des capitaux passe d’une harmonisation des politiques monétaires et budgétaires des gouvernements des pays membres.
**2- la CEE de 1970 à 1990** :
la volonté d’unification Européenne s’est traduite par un élargissement du marché commun, de l’Europe des 6 on est passé à l’Europe des 12. en 1973, la GB l’Irlande et le Danemark se joignent au groupe puis la Grèce en 1981 l’Espagne et le Portugal en 1986. Ce changement quantitatif s’est accompagné d’une transformation qualitative ; en 1979 le système monétaire Européen est crée et l’union monétaire est prévue pour 1999.
a- le commerce intracommunautaire : il s’est accru régulièrement durant les 15 1ères années de l’entente, mais depuis 1973 il a commencé à stagner ; entre 1970 et 1984 tous les pays à l’exception de la GB de la Belgique eu du Luxembourg ont vu diminué la part de leurs importations intracommunautaires. Pour les exportations la plupart des pays ont vu leurs parts se réduire. Les échanges intercommunautaires ont subi l’influence de la récession qui a frappé les pays industrialisés ai milieu des années 70. Cette stagnation générale s’explique aussi par les nombreuses entraves au commerce qui persistent. Ce sont les barrières non tarifaires, différentes règles et normes et pratiques discriminatoires pour privilégier les entreprises nationales. Ces barrières ont défavorisé le commerce intercommunautaire au profit d’autres pays étrangers à la communauté comme le Japon, les EU, Taiwan, Corée du sud, Hong Kong…devant ces menaces le conseil Européen a chargé une commission d’étudier les rapports économiques intracommunautaires et de dégager une perspective d’avenir pour la communauté.
b- de l’acte unique au marché unique en 1993:
la commission a présenté ses conclusions en Juin 85 à Milan au conseil Européen c’est l’acte unique. Ce texte de loi prévoyait le démantèlement pour la fin de 1992 de toutes les frontières pour les personnes, la main d’œuvre, les marchandises, les services, la fiscalité et les capitaux. Le marché unique requière l’abolition des formalités douanières. En mai 1990, 5 pays membres de la communauté Européenne : Belgique, France, Luxembourg, Pays-bas et Allemagne ont signé à Schengen au Luxembourg un accord qui ouvrait la voie dès 1992 à l’instauration d’une liberté totale de circulation entre eux. La convention de Schengen prévoit la suppression de tout contrôle aux frontières entre les pays signataires et l’élaboration d’une politique commune en ce qui concerne le contrôle aux frontières extérieurs du groupe (visa et droits d’asile) seuls le Danemark, l’Irlande et le Royaume-Uni maintenait des contrôles de police à l’entrée de leur territoire pour les autres ressortissants de la communauté. Le marché unique suppose aussi une politique de main d’œuvre commune c'est-à-dire une même législation concernant la fiscalité, les allocations familiales… pour les professions libérales on va instaurer un système de reconnaissance de diplômes. Le marché unique prévoit également que les produits d’un pays devraient être acceptés dans un autre pays membre. Les contrôles douaniers ont été simplifiés et les normes techniques ont été harmonisées dans plusieurs domaines. En ce qui concerne les marchés publics une directive de la commission Européenne autorise les entreprises de la communauté à participer à la procédure d’adjudication. Sur le plan des services libéralisation pour les services traditionnels (banque, transport, assurances) ainsi que pour les nouveaux services (télécommunications, audiovisuel et informatique). Harmonisation des taux de TVA dans les pays de la communauté. Le 1/1/1993 entrée en vigueur du marché unique, libre circulation des biens et des services au-delà des frontières était presque réalisé. Depuis cette date tout intermédiaire financier (banque, assurance) peut offrir ses services ou produits aux ressortissants des autres pays membres sans être soumis à d’autres règles que celles de son pays d’origine. Depuis le 1/1/1993 toutes les opérations des capitaux sont permises sans restriction à l’intérieur de la communauté. Exemple : un prêt d’une banque Belge consenti à un ressortissant Français pour le financement d’une entreprise situé en Allemagne est tout à fait possible ; un producteur Allemand peut écouler ses produits à Paris, à Londres ou à Rome de la même manière qu’il les écoulent chez lui ; un médecin Espagnol peut travailler dans un hôpital Belge –un manœuvre Italien peut travailler sur n’importe quel chantier de la communauté Européenne –un étudiant Grec peut faire ses études dans toutes les universités de la communauté. Le fonds Européen d’investissement permettra de répartir les ressources des pays riches entre les pays et les régions moins développées comme la Grèce, le Portugal et certaines régions défavorisées d’autres pays de la CEE.
***Elargissement de la CEE* :** en octobre 1991 les 12 pays de la CEE et les 7 pays de l’AELE l’association Européenne de libre échange ont signé un accord pour la création de l’espace économique Européen EEE qui totalise 380 millions d’habitants et 40% du commerce mondial. L’accord prévoit la libre circulation et le libre établissement après une période transitoire de 5 ans. Des nouvelles règles de cette Europe à 18 sont entrées en vigueur le 1er juillet 1993, les frontières entre les pays membres ne seront pas abolies. Le traité de Maastricht ratifié au début de 1992 va préciser la portée de ce qu’on appelle UE. Les institutions communautaires sont renforcées et le pouvoir législatif du parlement Européen est accru. L’intégration sera totale lorsque la communauté Européenne parviendra à la monnaie unique actuellement l’Europe reste sous l’égide du système monétaire Européen. (SME)

Il est devenu l’un des plus importants phénomènes économiques. Il est fini le temps ou les mercantilistes préconisaient de limiter les achats à l’étranger pour accumuler les réserves d’or. Au 20ème siècle le commerce est stimulé par la croissance économique mais aussi par la formation d’institution et associations vouées à sa promotion. Malgré ces développements il demeure encore aujourd’hui de nombreuses barrières aux échanges internationaux et des négociations se poursuivent dans le but de les réduire.

1. **les fondements théoriques :**
 a- la théorie des avantages absolus : Adam Smith dans son ouvrage ***« recherche sur la nature et les causes des richesses des nations*** » en 1776. Cette œuvre analyse l’économie industrielle Britannique et en dégage les traits fondamentaux. La division et la spécialisation du travail permettent de travailler d’une manière plus efficace cela permet de produire des biens en – d’heures que si chacun cherchait à subvenir lui-même à ses besoins. Produire plus en moins de temps augmente la richesse des nations. Etendant ce principe à l’échange entre les pays Adam Smith avance la théorie des avantages absolus, selon cette théorie si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur prix que nous sommes en mesure de la produire il vaut mieux acheter cette marchandise dans ce pays et se concentrer sur la production et la vente des marchandises que nous produisons efficacement. Cette théorie allait à l’encontre des principes des mercantilistes (théorie qui dominait à l’époque) c'est-à-dire exporter le plus possible, ne pas importer pour accumuler les réserves d’or.
 b- la théorie des avantages comparatifs : le principe selon lequel on devait importer des marchandises qui sont produites ailleurs à meilleur coût est facile à admettre mais on a mis du temps à admettre l’idée qu’on puisse aussi importer les marchandises que l’on produit à meilleur coût chez soi.
C’est au début du 19 siècle que David Ricardo rédigera sa théorie d’avantages comparatifs dans son ouvrage ***« des principes de l’économie politique et de l’impôt »*** publié en 1817. Cette théorie stipule qu’un pays a intérêt à exporter et à importer des produits même s’il détient un avantage absolu pour chacun des produits. Il suffit selon Ricardo qu’un pays bénéficie d’un avantage comparatif c'est-à-dire qu’il soit relativement plus efficace dans la production de certains biens ; il produira donc un bien en quantités importantes et exportera le surplus. Cette exportation lui permettra d’importer un autre bien pour lequel un autre pays possède un avantage comparatif. D’après Ricardo la spécialisation de la production et du commerce procure un gain aux parties concernées et au monde dans son ensemble.
 c- la théorie de Hecksher-Ohlin: Au 20ème siècle ces 2 économistes ont élargi la théorie de Ricardo au cadre des facteurs de production. Ils affirment que chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production des biens qui utilisent des facteurs qu’ils possèdent en abondance par rapport aux autres pays. Il pourra donc exporter ces biens et importer les produits qui utilisent les facteurs qui lui manquent (exemple : si l’Angleterre dispose de capitaux en abondance mais a peu de terres et si l’Australie possède beaucoup de terres l’Angleterre a intérêt à se spécialiser dans la production manufacturière qui demande beaucoup de capital tandis que l’Australie a intérêt à se spécialiser dans la production agricole)
 d- les limites de la spécialisation : du 18ème siècle au 20ème siècle le fondement théorique du commerce international repose sur l’importance accordée à la spécialisation du commerce. Il serait inefficace de vouloir fournir à tout prix des marchandises qui requiert 2 ou 3 fois plus de temps de production qu’ailleurs. Mais dans la réalité un pays peut avoir intérêt à fournir lui-même des produits agricoles ou manufacturés mais s’il peut se les procurés à meilleur prix ailleurs. La dépendance vis-à-vis de l’étranger n’est pas l’intérêt du pays. Les PVD sont spécialisés dans la production ou l’exportation de quelques produits de base comme les produits agricoles, minéraux et métaux et dans l’importation des produits manufacturés. Les pays industrialisés exportent surtout des produits manufacturés qui utilisent le facteur capital. Or, les gains de cette spécialisation ne sont pas pareils. Les PVD spécialisés dans les produits de base s’appauvrissent car la vente de ses produits leur rapporte de moins en moins par rapport aux sommes qu’ils doivent débourser pour l’importation des produits manufacturés. Les PVD qui ont connu une croissance rapide sont ceux qui ont diversifié leurs échanges et qui ont augmenté la part des produits manufacturés dans leurs exportations.
2. **Le libre échange et le protectionnisme :** a- le libre échange : est le système économique dans lequel les biens et services circulent librement sans aucune barrière. Il repose sur la théorie des avantages comparatifs qui stipulent que les pays devraient exporter les biens et services qu’ils produisent efficacement. Le respect de ce principe garantirait à l’économie mondiale une affectation des ressources et un bien être supérieur. Selon ce principe toute entrave à nature tarifaire ou non tarifaire réduit le bien être de l’ensemble. En effet, les barrières auxquelles un pays doit faire face amènent celui-ci à produire des marchandises qu’ils pourraient se procurer à l’étranger à meilleur coût. Sur le plan théorique le libre échange reçoit l’appui de la majorité.
 b- le protectionnisme : il vise à protéger le marché national contre la concurrence des pays étrangers. On observe deux grandes catégories de barrières :
 *- les barrières tarifaires :* les tarifs sont des droits à payer sur les produits étrangers, il s’agit du droit qui augmente le prix des produits importés d’une certaine somme par unité ce qui favorise la vente du produit local. Les tarifs touchent parfois les produits qui n’ont pas de concurrence nationale. Ils ne visent alors qu’à procurer au gouvernement des revenus supplémentaires.
 *- les barrières non tarifaires :* la protection tarifaire est aujourd’hui beaucoup moins importante que les barrières non tarifaires. Ces derniers constituent une forme de protection variée qui comprend principalement :
**\_ les quotas ou contingentement :** ils déterminent les quantités maximales d’un produit qui peuvent être importées durant une période donnée.
 **\_ les restrictions volontaires des exportations :** elles sont exigées par les pays importateurs et visent à amener les pays exportateurs à limiter ces exportations dans un marché sous peine de se voir restreindre l’accès à ce marché.
 **\_ les normes relatives aux produits nationaux :** elles stipulent les conditions auxquelles doivent satisfaire les produits étrangers pour avoir accès au marché national.
 **\_ la passation des marchés publics :** cette mesure vise à favoriser les producteurs nationaux lorsque le gouvernement local émet des contrats.
 **\_ la procédure d’admission :** il s’agit des règles qui peuvent ralentir l’accès des produits étrangers au marché national.
**\_ les politiques industrielles du gouvernement :** la politique industrielle est la tentative délibérée d’un gouvernement pour influer sur le niveau et la composition de la production industrielle nationale. Elle englobe des mesures diverses : subventions directes à la production, concessions fiscales, crédits de recherche et développement, aides aux régions en difficulté…
 ­ c- les raisons du protectionnisme : si le libre échange sur le plan théorique compte plus d’adeptes que le protectionnisme, ce dernier s’est imposé dans de nombreuses économies industrialisées et en voie de développement. Cette pratique est motivée par plusieurs raisons :
 **\_ la diversification de l’économie :** pour diversifier son économie un pays peut avoir recourt au protectionnisme pour protéger un secteur ou une industrie naissante, de nombreux PVD sont spécialisés dans l’exportation des produits de base, ceux qui veulent diversifier leurs économies doivent souvent recourir à des mesures visant à protéger les secteurs nouveaux qu’ils veulent développer. Le protectionnisme a été un facteur majeur dans l’industrialisation de plusieurs PVD.
 **\_ la protection des industries naissantes :** pour les économies parfois incapable d’affronter à cours terme la concurrence des pays industrialisés l’industrie qui cherche à s’établir a souvent besoin de protection. Taiwan et la Corée du sud, 2 nouveaux pays industrialisés ont appuyé leur industrialisation par des barrières protectionnistes le Japon lui-même a construit ses secteurs de pointe en éloignant les produits étrangers des marchés du marché national. D’autres arguments sont aussi avancés pour justifier le protectionnisme. Plusieurs Etats préfèrent garder la production militaire sous le contrôle d’entreprise nationale. En résumé, des arguments en faveur du libre échange sont logiques, le monde a tout à gagner à favoriser une ouverture des frontières économiques mais les gains ne sont pas également partagés entre les nations. Les pays déjà industrialisés sont en meilleure position pour en capter une plus large part, cela amène certains pays à élever les barrières pour assurer le développement de leurs économies ou de certains secteurs stratégiques. Lorsqu’elles sont sélectives et temporaires ses barrières peuvent à long terme se révéler très positifs pour un pays dans la période d’après guerre plusieurs économies parmi les plus performantes comme le Taiwan, la Corée du sud et le Japon en ont fait l’expérience.
3. **Les institutions du commerce mondial et les associations économiques** **régionales :**la crise des années 30 et la seconde guerre mondiale avait sérieusement compris la croissance du commerce international aussi après 1945 diverses institutions ont été créé pour favoriser l’expansion de ce commerce et de nombreuses associations ont été formé. Puisqu’il est difficile d’instaurer le libre échange de manière unilatérale les pays doivent recourir à la négociation et fixer un minimum de règles les incitant à respecter leurs engagements. 3 solutions s’ouvrent alors aux partenaires :
**-les négociations bilatérales :** 2 pays négocient entre eux des concessions tarifaires et non tarifaires qui ne sont pas étendues aux autres pays. Le bilatéralisme repose donc sur un principe de discrimination des partenaires.
-**le régionalisme :** les pays membres d’une région (zone de libre échange ou union douanière) supprime entre eux les obstacles au commerce mais maintiennent une protection différenciée ou uniforme vis-à-vis des pays tiers.
cette forme de libéralisation est aujourd’hui très répandue avec la multiplication des accord régionaux comme (l’ALENA, APEC…)
**-le multilatéralisme :** les pays négocient entre eux des concessions qui sont automatiquement étendues à l’ensemble des pays participants à la négociation. Depuis 1947, l’essentiel de la libéralisation du commerce s’est fait dans un cadre multilatéral sous l’égide du GATT. Ces 3 formes de libéralisation entretiennent entre elles des rapports ambigus et complexes, d’un côté le recours au régionalisme et au bilatéralisme témoigne des limites du multilatéralisme. Il est trop et difficile de négocier avec une multitude de partenaires ce qui peut inciter les pays à s’engager dans des accord bilatéraux ou régionaux. D’un autre côté ces formes de libéralisation peuvent se renforcer mutuellement. Par exemple, le régionalisme peut constituer le prélude au multilatéralisme. Les pays négocient d’abord leur appartenance à un bloc puis les blocs négocient entre eux une libéralisation du commerce, d’ailleurs l’accord du GATT tolère la formation des zones régionales dès lors que certaines conditions sont respectées. Si les 3 formes de libéralisation coexistent aujourd’hui le choix a été néanmoins réaffirmé de privilégier le multilatéralisme avec la naissance en 1995 de l’organisation mondiale du commerce qui prend la succession du GATT.
 a-le GATT : il se propose de démanteler progressivement et multilatéralement les obstacles du libre échange. Il établit le cadre économique et financier et institutionnel du fonctionnement du commerce mondial signé en 1947 par 23 pays représentant 80% du commerce mondial. Cet accord touchait 111 pays en 1993 il repose sur 3 principes fondamentaux :
-**un traitement égal et non discriminatoire pour tous les pays membres**. Ce traitement est basé sur le principe de la nation la plus favorisée (CNPF) qui stipule qu’un pays doit accorder à chaque membre le même traitement qu’il accorde à tout autre partenaire.
-**la réduction des tarifs consécutifs à des négociations multilatérales.
-l’élimination des quotas d’importation et des autres barrières non tarifaires**. Le GATT est un forum visant à négocier les réductions de barrière douanière sur une base multilatérale. Il constitue comme le FMI et la BM l’un des piliers de l’ordre économique établi au lendemain de la seconde guerre mondiale. Mais les 3 principes connaissent de nombreuses exceptions. La charte du GATT apparaît très pragmatique dans ses modalités d’application. Dans la charte du GATT 6 cas particuliers peuvent être distingués : l’article 6 permet la mise en place de taxes de compensation en représailles à une action unilatérale d’un pays en particulier en matière de dumping. L’article 12 autorise les restrictions quantitatives dans certaines situations en particulier dans le cas d’une crise de la balance des paiements. L’article 18 permet aux PVD de protéger temporairement leurs industries naissantes par des droits de douane. L’article 19 autorise un pays à mettre en place des barrières protectionnistes à court terme si les importations affectent gravement la production locale. L’article 24 constitue sans doute l’exception la plus importante à la clause de la nation la plus favorisée sous certaines conditions une union douanière ou une zone de libre échange est autorisée bien qu’elle propose un traitement référentiel entre les membres de la zone. La partie 4 de la charte ajoutée en 1964 permet aux PVD de bénéficier de la clause de la nation la plus favorisée sans pour autant qu’il soit obligé de pratiquer le principe de la réciprocité. Il faut ajouter à ces exceptions codifiées dans la charte du GATT les exceptions qui ont longtemps prévalu pour certains catégories de produits : l’agriculture, le textile, les semi-conducteurs, les services ont ainsi longtemps échappé au domaine de la négociation avant d’être inclus dans le cycle d’Uruguay round à partir de 1986 en partie sous la pression des autorités Américaines.
 b-les cycles de négociation : depuis sa création en 1948 le GATT organise des cycles de négociation dont la durée apparaît trop variable ; l’activité principale du GATT a consisté à organiser régulièrement des négociations commerciales multilatérales entre les parties contractantes. 7 cycles de négociation peuvent être identifiés :
-cycle de Genève 1947 avec 23 pays.
-Annecy 1949 avec 33 pays.
-Torquay 1951 avec 34 pays.
-Dilon 1960-61 avec 35 pays.
-Kennedy Round 1964-1967 avec 48 pays.
-Tokyo Round 1973-1979 avec 99 pays.
-Uruguay 1988-1993 avec 120 pays.
la 8ème conférence a débuté en 1986 à Punta del Este en Uruguay et s’est terminée par les accords de Marrakech en 1994. Les 5 1ères séries de négociation ont permit de réduire ou d’éliminer les tarifs douaniers sur un nombre important de produits. On a signé 123 accords couvrant environ 45000 mesures tarifaires le nombre de participants et le cadre des négociations ont été considérablement élargi durant cette période. La 6ème série de négociation se voulait plus ambitieuse inaugurée en 1964 à Genève le Kennedy Round s’est prolongé jusqu’en 1967 pour la 1ère fois les négociateurs s’attaquent aux obstacles non tarifaires et à la libéralisation des échanges agricoles. Les positions des PVD sont aussi prises en considération. La 7ème série de négociation Tokyo Round 1973-1979 réunit 99 pays les participants s’accordent pour abaisser les tarifs douaniers sur des milliers de produits industriels et agricoles. En 1986 l’Uruguay Round est lancé c’est le gouvernement Américain qui a insisté pour la tenue de cette dernière série de négociation dans l’espoir qu’on arrive à des résultats dans les secteurs jusqu’ici non couverts par les apports c'est-à-dire les services, les ressources naturelles et l’agriculture ainsi que le domaine des barrières non tarifaires. En résumé, depuis 1947 le GATT a permit de diminuer d’environ 90% les tarifs douaniers de 40% en 1947 la moyenne des droits de douane des pays industrialisés a chuté d’environ 4,5%. Cela a contribué à multiplier le commerce international par plus de 6. Depuis 1994 le GATT s’est transformé en OMC.
 c- l’association économique et la coopération régionale : les négociations organisées dans le cadre du GATT sont un aspect de la coopération économique internationale, elles ont pour objet de lever les obstacles au commerce international. Mais il existe des formes d’associations économiques qui tout en étant limité à un nombre restreint de pays va plus loin que les accords réalisés au niveau mondial. L’association économique peut prendre plusieurs formes : zone de libre échange, union douanière, marché commun, union monétaire. Selon les accords du GATT le principe de la nation la plus favorisée stipule que toute réduction tarifaire accordée à un pays ou toute avantage commercial est automatiquement étendu à tous les membres mais dans le cas d’association économique ou d’accords commerciaux à base régionale le GATT fait abstraction de cette clause les avantages ne sont pas considérés comme devant être étendu à l’ensemble des pays contractants ainsi l’abolition des tarifs prévus entre les pays de l’UE n’obligent aucun des partenaires à abolir ces tarifs avec tous les membres du GATT. Mais l’association régionale doit éviter de poser de nouveaux obstacles au commerce avec les pays tiers. L’association économique et la coopération régionale existe à plusieurs niveaux :
-entre les pays industrialisés à économie de marché.
-la CEE qui est la plus importante association économique du monde agit comme entité unique dans les discussions multilatérales du GATT. Son représentant parle au nom de tous les membres.
-l’AELE : l’association économique de libre échange.
entre les économies à planification centrale : (le COMECON) en Europe de l’est est crée en 49 c’est le conseil d’assistance économique mutuelle des pays de l’est. Cette association devrait permettre aux pays du bloc soviétique d’accroître leurs liens commerciaux et de maintenir leur indépendance vis à vis des économies de marché d’Europe et d’Amérique. Il a été dissout en 1989 (mur de Berlin). Entre les PVD l’association latino Américaine de libre échange formée par l’Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, l’Uruguay, la Bolivie, l’Equateur et le Venezuela ; elle représentait 90% de la production et du commerce de l’Amérique latine ; elle fut remplacée en 1981 par l’association latino Américaine d’intégration ALADI.
-l’accord de libre échange nord Américain ALENA entre le Mexique les EU et le Canada.
en Afrique : l’union économique et douanière de l’Afrique centrale (UEDAC) regroupant le Congo, la république Centrafricaine, le Gabon et le Cameroun.
-la communauté économique de l’Afrique de l’est formé par le Kenya, l’Uganda et la Tanzanie.
-la communauté économique des états de l’Afrique de l’ouest avec le Bénin, le Burkina Faso, la côte d’ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Sénégal, Sierra Leone, Mauritanie, Togo, Liberia, Mali, Niger, Nigeria et la Guinée Bissau.
-l’UMA : union du Maghreb arabe avec l’Algérie, la Libye, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.
 en Asie : l’association des nations de l’Asie du sud est ASEAN créé en 1967 elle comprend la Malaisie, les philippines, Singapour et Thaïlande.

Les firmes multinationales sont des acteurs de l’économie internationale. Le chapitre précédent portait sur les échanges de marchandises c’est le plus ancien rouage de l’économie internationale mais les capitaux eux aussi traversent des frontières. Les exportations des capitaux a donné naissance à une forme particulière d’entreprises les firmes multinationales. Sur le plan économique il arrive que certains d’entre elles soient plus importants que plusieurs nations. Les firmes multinationales ont pris naissance dans les pays développés mais aujourd’hui certaines de ces entreprises proviennent des PVD.

* 1. **Les investissements de portefeuille et les investissements directs à l’étranger :**les mouvements internationaux de capitaux se présentent sous deux formes principales les investissements ou placements de portefeuille et les investissements directs à l’étranger (IDE).
	***1-investissement de portefeuille :*** le premier type d’investissement concerne les placements effectués en actions et obligations de sociétés situées à l’extérieur des pays de résidence des investisseurs, ce type d’investissement n’implique pas une participation à la gestion des sociétés étrangères. Des centaines de milliards de $ sont ainsi transférés d’un pays à l’autre par l’intermédiaire de la bourse ou de maisons de courtage.
	***2-IDE :*** sont effectués dans le but de réaliser une production de biens ou services à l’extérieur des frontières nationales de l’entreprise, l’opération implique évidement une participation à la gestion de la société étrangère. Dans ce cas il ne s’agit plus seulement de capitaux qui sont placés à l’étranger mais d’une société qui étend ses activités à d’autres pays par la construction de nouvelles unités de production ou par le rachat des sociétés existantes.
	2. **Les firmes multinationales :**sont des entreprises qui possèdent ou contrôlent des filiales dans plusieurs pays celles-ci sont financièrement et juridiquement reliés à la société mère. Exemple : Good year, GM, Thomson, LG, Daewoo. Les activités des firmes multinationales sont aussi diversifiées que les secteurs auxquels elles appartiennent. Au niveau mondial les firmes multinationales réalisent des chiffres d’affaires qui dépassent le PIB de nombreux pays ainsi au début des années 90 avec des ventes supérieures à 100 milliards de $ GM se classait parmi les 25 1ères puissances économiques dépassant plus de 175 pays. Globalement les 600 plus grandes firmes multinationales industrielles concentrent plus de 25% de la production des marchandises des pays à économie de marché, de plus les exportations associées à ces firmes représentent jusqu’à 80 ou 90% du total des exportations de certains pays comme les EU ou le Royaume-Uni. Ce sont ses firmes multinationales qui réalisent la grande majorité des IDE et ce sont les banques multinationales qui servent d’intermédiaire pour les transferts internationaux de capitaux de placement.
	3. **Les IDE :** on distingue le stock par opposition aux flux. Le stock se rapporte à une quantité établie à un moment donné. Le flux représente une variation entre 2 moments.
	 ***1-les pays d’origine*** : le stock d’investissement direct à l’étranger a connu une importante progression depuis 1960. en 25 ans, il est passé de 67,7 milliards de $ à 713,5 milliards de $. En 1985 ce sont les pays développés à économie de marché qui sont les premiers détenteurs ces capitaux à l’étranger, leurs parts représentaient 97,2% des stocks d’IDE. Les PVD détiennent 2,7% et les économies à planification centrale 0,1% avec 250 milliards de $ de stocks ce sont les EU qui viennent en tête, leur domination est consolidée après la seconde guerre mondiale soit la moitié du stock mondial d’IDE. Comme pour le commerce des marchandises la concurrence des firmes multinationales étrangères a eu raison de la suprématie Américaine principalement les firmes Japonaises. La hausse de la productivité des firmes étrangères par rapport à celle des firmes Américaines est l’un des facteurs du déclin relatif des EU dans le domaine de l’investissement étranger un phénomène majeur s’est produit depuis 1960 certains PVD ont donné naissance à des firmes multinationales. La part de ce groupe de pays a presque triplé durant la période. Le Brésil, la Corée du sud, l’Arabie Saoudite et le Koweït sont les principaux exportateurs de capitaux de cette catégorie. Les 2 premiers ont connu une industrialisation intense et les 2 derniers ont placé à l’étranger leur surplus pétrolier.
	 ***2-les pays d’accueil*** : de 1975 à 1985 l’accumulation rapide du stock d’IDE aux EU demeure le phénomène marquant. En 1975, c’était les pays de l’Europe de l’ouest qui occupait les 1ers rangs parmi les régions d’accueil des capitaux étrangers. En 1985, les EU étaient devenus la 1ère terre d’accueil des capitaux. Durant les années 75-85 les EU ont accueilli plusieurs milliards de $ passant de 27,7 à 184,6 milliards de $. Le capital étranger est attiré aux EU par la dimension du marché dans l’ensemble se sont les pays développés à économie de marché qui reçoivent la grande majorité des capitaux étrangers. Ces pays sont également les principaux exportateurs de capitaux, l’IDE est donc essentiellement un mouvement de transfert de capitaux entre les pays développés. La part des PVD parmi les pays d’accueil d’IDE est demeuré stable. Le ¼ des capitaux étrangers y étant accumulé. Les marchés de ces pays sont souvent très petits pour attirer les firmes étrangères mais il possède des avantages qui permettent de minimiser les coûts de production une main d’œuvre bon marché, matière première abondante et peu coûteuse, faible prix des terres, charges sociales moins onéreuse… pour ces pays le capital étranger occupe une place beaucoup plus importante du PIB.
	les économies de ces pays plus que celles des pays développés sont influencées par les activités des firmes multinationales, des secteurs stratégiques comme l’industrie manufacturière ou les mines sont sous contrôle extérieur et sont soumis aux décisions et aux intérêts des ressortissants étrangers entre 1960 et 1985 la répartition du stock d’IDE a changé dans les régions en voie de développement. L’Asie a vu sa part augmenter tandis que celle de l’Afrique a été réduite de moitié. La part de l’Amérique latine quant à elle est restée stable. Les firmes multinationales sont attirées par la présence des ressources naturelles mais elles cherchent aussi des marchés nouveaux pour écouler leurs produits. L’Afrique offre peu d’intérêt à cause de la pauvreté de sa population. Les pays les plus riches d’Asie et d’Amérique latine en particulier les NPI ont des marchés nationaux plus intéressants de plus dans le cadre de leur stratégie de mondialisation de la production les firmes multinationales la ou la main d’œuvre et non seulement abondante et moins exigeante mais aussi plus productive.
	4. Les banques multinationales :
	qui investissent en territoire étranger sont une forme de firmes multinationales, leur présence sur la scène internationale est de plus en plus marquée. Elles se sont développées surtout à partir des années 60 avec un retard sur les autres types d’investissements directs à l’étranger. L’IDE a connu 3 phases à l’image du développement des économies. Le secteur primaire a d’abord dominé depuis le début jusqu’au milieu du 20ème siècle puis les industries manufacturières ont suivi et enfin le secteur tertiaire y compris les différentes catégories de services : le tourisme, le commerce, les activités financières. Ce dernier secteur reçoit maintenant la plus grande part des IDE. De nombreuses banques multinationales sont aussi apparues dans les années 60 en parallèle avec les firmes des secteurs primaires et secondaires. Leurs multiplication s’explique d’abord par la forte croissance des échanges commerciaux les banques ont accompagné leurs clients à l’étranger contribuant ainsi à la création d’un réseau bancaire mondiale. Ensuite vers le milieu des années 60 jusqu’au milieu des années 70 la croissance des banques multinationales a été stimulé par l’expansion du marché d’Euro devises (c’est une devise déposée dans les banques situées à l’extérieur du pays de la devise) exemple : un Yen Japonais déposé dans une banque aux EU c’est un Eurodevise, un $ Américain placé dans une banque Suisse est un Eurodollar. Celui-ci a d’abord était alimenté par les sorties des capitaux des EU puis il a gonflé dans les années qui ont suivi les chocs pétroliers de 1973 et de 1979 par les énormes excédents financiers des pays producteurs du pétrole. Durant cette période les banques se sont établies à l’étranger surtout pour mieux participer aux opérations de financement international c'est-à-dire dépôt en $ à l’extérieur des EU et recyclage des pétrodollar vers les pays développés et les PVD. Les grandes banques se sont installées dans les pays du Moyen-Orient producteurs du pétrole et dans les paradis fiscaux ou les places bancaires internationales ou leur sont garanties les meilleures conditions d’opérations. Un 3ème facteur explique pourquoi les banques s’implantent à l’étranger elles cherchent la percée de nouveaux marchés et tente de diversifier leurs portefeuille pour diminuer le risque financier. A partir du milieu des années 70 les banques ont été de plus en plus actives sur le marché des changes ou s’offrent de nouveaux types d’activités financières porteuses de profit. Au 31 décembre 1990 les 6 plus grandes banques au monde et 13 des 20 plus grandes étaient Japonaises. Les activités bancaires internationales sont nettement dominées par le Japon, il faut dire que les banques Japonaises sont avantagées par certains facteurs structurels propre à l’économie du pays. L’épargne nationale est très élevée et est encouragée par les mesures fiscales contrairement à se qui se passe aux EU ou le système de taxation est plus favorable à l’emprunt et à la consommation. En outre le système de sécurité social notamment le régime de retraites y est très déficient ce qui oblige les Japonais à épargner une large part de leurs revenus. Enfin le système bancaire bénéficie lui aussi des milliards d’excédents au compte courant qui s’accumulent au pays et qui sont de nouveau prêtés à l’étranger en particulier au gouvernement Américain.
	5. Les formes d’implantation à l’étranger des banques multinationales :
	lorsqu’une banque d’un pays développée s’implante à l’étranger elle n’ouvre pas nécessairement une succursale c'est-à-dire une entreprise qui est habilitée à effectuer toutes les opérations bancaires dans le pays d’accueil sous la responsabilité juridique de la société mère. La principale forme d’implantation à l’étranger est plutôt le bureau ou l’agence de représentation. A partir d’un tel bureau ou d’une telle agence qui ne sont pas habilités à effectuer directement des opérations bancaires les représentants de la banque installés sur place recueillent des informations sur la situation économique et politique du pays d’accueil, ils fournissent des conseils aux entreprises industrielles ou commerciales du pays d’origine qui sont intéressées à investir dans le pays hôte ou à y écouler leurs produits et tente de nouer des relations avec les banques locales. La filiale est une autre forme d’implantation c’est une entité crée par la société mère qui détient la majorité des actions. [(succursale : société mère actionnaire majoritaire) (filiale : appartient entièrement à la société)] la décision de procéder à la mise sur pied d’une succursale ou d’une filiale dépend de la législation en vigueur dans le pays d’origine et dans le pays d’accueil. Enfin les banques multinationales participent aussi à des associations bancaires avec des banques étrangères qui sont constitués sur une base temporaire à l’occasion du lancement et du placement d’emprunt sur le marché des Eurocrédits : crédit accordé en Eurodevises. Alors pourquoi les firmes multinationales cherchent elles à s’implanter à l’extérieur de leurs frontières. Plusieurs analystes se sont penchés sur l’exportation des capitaux et la multinationalisation des firmes. Certains relient ce phénomène au développement de l’économie mondiale. Selon les exportations de capitaux serait lié au développement de l’économie de marché à son stade monopoliste. Les opérations de production concentrées à l’origine dans un seul pays se déplaceraient d’un pays vers le reste du monde. D’autres y voient aussi la conséquence d’une économie concentrée ou les firmes qui bénéficient d’avantages technologiques et organisationnels sont poussées à étendre leurs activités au reste du monde.

Au niveau d’un pays les échanges commerciaux se réalisent par l’intermédiaire de la monnaie. Au niveau international la question de la ou les monnaies que peuvent admettre la plupart des pays est un élément fondamental des échanges. Nous examinerons dans ce chapitre la transition du système étalon or et le système de Breton Woods jusqu’au l’effondrement de ce dernier en 1971.

1. La monnaie et les échanges :
dans une économie de marché les objets produits destinés à l’échange c’est à ce niveau qu’ils deviennent des marchandises. La 1ère forme d’échange appelée troc se réalisait sans intermédiaire (exemple : bœuf contre blé ou 2 chameaux pour une femme, mais déplacer un bœuf à chaque fois qu’on a besoin du blé n’est pas pratique) la monnaie est apparut, elle sert maintenant d’intermédiaire dans les échanges, trois formes de monnaie existent :
-monnaie métallique : composée de pièces
-monnaie de papier : composée de billets
-monnaie scripturale : chèques, lettres de changes, billets à ordre
d’autres substituts monétaires existent mais ne remplacent pas la monnaie, ils en facilitent l’utilisation comme les cartes de crédit. Quelle est la garantie pour que cette monnaie soit acceptée et régler de dettes. Cette garantie provient du lieu social admis par les individus et les organismes qui utilisent cette monnaie. Elle repose sur la confiance établit par la pratique en vigueur dans une société. Une monnaie basée aussi sur la confiance appelée monnaie fiduciaire.
chaque pays établit les règles et les structures de fonctionnement de son économie monétaire. Les pays possèdent une banque centrale qui est un organisme d’Etat responsable de la politique monétaire ainsi qu’un système bancaire et financier assurant la création et la circulation de la monnaie sur son territoire. La banque centrale par ses interventions auprès des banques privées veille à l’émission d’une masse monétaire qui répond aux besoins d’échange du marché. Celle-ci ne doit toutefois pas dépasser ses besoins car il pourrait\* une monnaie vaut moins lorsque les prix augmentent car elle achète moins de marchandises. La banque centrale garantie le cours forcer de la monnaie c'est-à-dire le pouvoir légal d’éteindre les dettes. La banque centrale est donc responsable de la monnaie qu’elle émet. De plus par le jeu des dépôts les banques privées influent sur le processus de création de la monnaie. Dans les divers pays la monnaie joue 3 rôles :
-c’est une unité de compte
-elle sert à mesurer la valeur (si 2 tracteurs coûtent 40000$ et que 20 motos coûtent aussi 40000$ le rapport de valeur entre les 2 marchandises sera de 10 motos pour un tracteur)
-c’est une réserve de valeur : la valeur ou le pouvoir d’achat se conserve et peut être placé en réserves sous forme de monnaie généralement dans une banque. La valeur de la monnaie dépend du niveau des prix dans l’économie. Plus le niveau du prix est élevé moins le pouvoir d’achat est grand et inversement. C’est un moyen de paiement elle peut servir à liquider des dettes. Un autre rôle est attribué à la monnaie celui de constituer un moyen d’échange entre pays. On parle alors de monnaie internationale à ce niveau les échanges réalisés sont plus importants et plus complexes. Le caractère international des transactions ou les marchandises circule d’un pays à l’autre rencontrant différents systèmes monétaires et surtout différentes monnaies. Il se pose alors le problème de la conversion des monnaies c'est-à-dire la détermination des règles qui permettent de passer d’une monnaie à l’autre et donc du taux auquel ce change doit être effectué (exemple : un exportateur Français va recevoir pour sa marchandise 1000$ il souhaite savoir la valeur de cette somme en FF. c’est le taux de change entre le $ et le FF qui lui fournira la réponse. Comment sont régit ces taux de change et surtout quelles monnaies sont utilisées dans les échanges internationaux. Le DM Allemand est il accepté pour le commerce entre la France et l’Italie ou l’Espagne et le Japon. Il appartient au système monétaire de répondre à de tels questions et plus fondamentalement d’émettre une monnaie internationale qui constitue un lien social non plus entre agents économiques d’un pays mais entre différents Etats ; un système monétaire assure 2 fonctions essentielles :
-il établit les règles qui permettent de passer d’une monnaie à l’autre et qui définissent le taux de conversion des monnaies
-il doit assurer l’approvisionnement en monnaies à des fins commerciales et financières
2. De l’étalon or à Breton Woods :
1-le système de l’étalon-or :
depuis le 19ème siècle le monde a connu deux systèmes monétaires le système de l’étalon or et le système de Breton Woods. Le système de l’étalon or a existé du milieu du 19ème siècle au début des années 20. sous ce régime les monnaies des pays concernés possédaient une équivalence fixe avec l’or. Celui-ci constituant l’instrument international de paiement. L’or circulait librement à l’intérieur du pays et les billets de banque pouvaient être convertis en or sur demande. Les parités entre monnaies étaient fixes et c’était des pays qui déterminaient le cours de leurs propres monnaies. Chaque pays maintenait des réserves d’or et en principe émettait des quantités de monnaie à partie de ses propres réserves. La masse monétaire d’un pays variait en fonction des variations se produisant dans les réserves d’or que le pays accumulait lors des échanges avec les autres pays ; les réserves d’or du pays augmentait lorsque celui-ci exportait plus qu’il importait et inversement.
quand un pays connaît un déficit de sa balance de paiement et qu’il voit sa réserve diminuer, il doit réduire sa masse monétaire,cela fait baisser les prix et les produits du pays deviennent concurrentiels sur les marchés extérieurs, les prix auront ainsi tendance à baisser jusqu’à ce que les exportations rejoignent les importations puis les dépassent, ce qui provoque une rentrée d’or au pays cela entraîne alors une augmentation de la masse monétaire et une croissance des prix jusqu’à ce que ceux-ci atteignent leur niveau initial
dans un tel système les ajustements de la balance des paiements s’effectuent sur le plan de l’économie intérieur par des ralentissements ou des augmentations de la croissance économique.
la diminution de la masse monétaire correspond à un déficit de la balance des paiements qui entraîne une déflation (baisse des prix et réduction de la croissance économique) l’augmentation de la masse monétaire aura un effet contraire c'est-à-dire la hausse des prix et hausse de la croissance économique
le système de l’étalon or s’est effondré avec la confusion amené par la guerre de 1917-1918
les pays participant ont suspendu la convertibilité en or des billets de banque et supprimait le lien entre la masse monétaire et la réserve d’or
les dépenses de guerre étaient alors financées par une augmentation de la masse monétaire sans rapport avec les réserves d’or
le processus a provoqué de l’inflation dans tous les pays belligérants, les politiques inflationnistes entraînèrent à leur tour la dévaluation de plusieurs monnaies (le mark allemand par exemple s’est effondré, on est passé de 4,2 mark pour un $ à 4200 mark pour un $)
le système de l’étalon or a été en fait beaucoup plus le système de la livre sterling, étant donné le rôle joué par cette monnaie dans les échanges internationaux dans une époque où la grande Bretagne étendait son hégémonie sur l’économie mondiale
2-l’étalon change or :
l’étalon de change or fut un système de transition entre celui de l’étalon or ou de la livre sterling et le système de Breton Woods, la valeur des monnaies y était défini par une monnaie de référence dont la valeur était elle-même définit par rapport à l’or d’où l’expression étalon change or
deux monnaies s’y imposait comme monnaie de réserve : la livre sterling\* vitesse et le $ Américain en position plus favorable, elles étaient convertibles en or à un taux fixe et on pouvait les échanger contre une quantité d’or donnée.
cependant, en 1931 la grande Bretagne se voyait forcer de dévaluer sa monnaie, elle en suspendait la convertibilité en refusant de verser l’or en échange des livres Sterling détenues à l’étranger.
le $ restait donc à ce moment la seule devise convertible en or. Au cours de cette puissance montante est constituée un bloc $ formé du Canada, du Mexique, du Brésil, de l’Equateur et de la Colombie
d’autres blocs se formait autour de la livre Sterling et du franc Français, le bloc $ a suivit le $ Américain lorsque celui-ci est dévaluée de 40% le 31/01/1934, on passe de 20,67$ l’once d’or à 35$ l’once d’or, la valeur du $ fut alors fixée à\*, soit 35$ l’once taux qui s’est maintenu jusqu’en Décembre 71
cette transition entre 2 systèmes a été une transition de grand désordre monétaire. \* de la grande crise économique des années 30 et les conséquences pour le chômage, la fermeture d’usine, la fermeture d’entreprises la plupart des grands pays ont essayé d’exporter leurs chômages vers les pays voisins, ce qui explique les dévaluations nombreuses
chacun des pays cherchait alors à protéger son marché intérieur contre l’entrée des produits étrangers et à améliorer la position concurrentiel de ces produits sur les marchés extérieurs
la grande crise économique fut suivie d’une crise militaire à l’échelle internationale ce sera vers la fin de cette dernière que les alliés se réuniront dans le but de définir de nouvelles règles c'est-à-dire un nouveau système
3. Le système de Bretton Woods :
du 1er au 22 juillet 1944, une conférence internationale organisée sous les\* de l’ONU se tenait à Bretton Woods, 1000 délégués de 44 pays\* l’URSS qui finira de s’intégrer au niveau système en collaborant à la mise en place d’un nouveau système monétaire international, les délégations ont cherché à atteindre les objectifs suivants :
-élaborer de nouvelles règles qui garantissent la convertibilité des monnaies à taux fixe
-assurer le financement du commerce international et des mouvements de capitaux
-établir une structure qui veille à l’application de ces nouvelles règles qui garantissent l’approvisionnement en monnaie internationale
deux plans furent proposés à cet effet : le plan Keynes et le plan White du nom de \* White économiste de trésor Américain
a) le plan Keynes :
prévoit la création d’une monnaie universelle valable pour les opérations commerciale dans le monde entier, cette monnaie qu’il nomme Bancor \* serait émise par une autorité monétaire internationale
comme les monnaies internationales, le Bancor serait une monnaie fiduciaire qui ne serait pas liée à une réserve d’or, la valeur du Bnacor serait définit en unité d’or mais cette monnaie ne pourrait pas être convertis en or à la demande de ses possesseurs
le plan Keynes soumettais la monnaie de chaque pays à une monnaie internationale et chaque banque centrale à une \*\*
il fut rejeté à la faveur du plan soumis par les EU qui vont proposer leur propre monnaie émises par leurs propres banques centrales, le rapport de force au niveau mondiale a penché alors en leur faveur
b) le plan White :
en 1944, en effet les USA sont au sommet de leur puissance et exercent leur hégémonie tant sur le plan économique que sur le plan militaire, ils réalisent alors la moitié de la production industriel mondiale et ils sont les premiers exportateurs des capitaux et marchandises au monde
Bretton Woods viendra consacrer leur domination, le plan Américain deviendra le nouveau système monétaire international
au lieu de la monnaie supranationale suggérée par le plan Keynes le plan White propose comme monnaie international une monnaie nationale, le $ Américain, ce dernier jouit alors d’une forte confiance et il est convertible en or et les USA détiennent à ce moment les ¾ du stock monétaire mondial
l’institution qui remplira la fonction d’émettre la monnaie internationale sera une autorité nationale, soit « federal reserve board » (la banque centrale Américaine) avec ce plan tout est passé du supranational au national c'est-à-dire aux EU
les grandes lignes du système de Bretton Woods sont les suivants :
1-le $ américain devient avec l’or le moyen de paiement international
2-les valeurs des autres monnaies se déterminent par rapport au $, et la valeur de celui-ci se définit par rapport à l’or dans un régime de taux fixe, les pays participant doivent s’assurer que leurs monnaies ne s’écartent pas de plus de 1% de la parité officielle
3-enfin, et c’est une règle fondamentale, le $ est convertible en or au prix de 35$ l’once déterminé le 31/1/1934
le federal reserve board, assure sur demande la conversion en or des $ détenus par les banques centrales des autres pays
pour maintenir l’ordre dans le système la conférence décide de créer le FMI
c)le fond monétaire international :
crée en 1946, le FMI entre en activité le 1/3/1947, il compte amors 39 Etats membres sur les 44 présents à la conférence de Bretton Woods : l’Australie, la Nouvelle Zélande, Haïti, Libéria et l’URSS ne font pas partie
 selon l’article 1 des statuts, les objectifs du FMI sont les suivants :
1-promouvoir la coopération monétaire internationale
2-faciliter l’expansion et l’accroissement harmonieux du commerce international
3-promouvoir la stabilité des changes
4-favoriser l’établissement d’un système multilatéral du règlement des transactions courantes entre les Etats membres et l’élimination des restrictions de change qui entravent le développement du commerce international
5-donner confiance aux Etats membres en mettant les ressources du fonds temporairement à leurs dispositions moyennant des garanties appropriées, leur procurant ainsi de corriger le déséquilibre des balances de paiement
le rôle du FMI est donc de maintenir les parités fixes entre les monnaies des pays membres et de financer temporairement les déséquilibres des balances de paiement pour éviter les dévaluations en chaîne préjudiciable à la prospérité nationale et internationale
par ces règles le nouveau système veut éviter les dévaluations massives telles que celles qui se sont produites à partir des années 30, les parités des monnaies sont établies par rapport au $ Américain et à l’or
tout changement de parité doit être soumis au FMI pour approbation, si un pays en difficulté veut dévaluer sa monnaie de plus de 10% il ne peut le faire sans autorisation du FMI, de même si la dévaluation est inférieur à 10%, le pays est tenu d’informer le FMI
d)le financement du FMI :
le FMI est financé à partir des souscriptions des pays membres, la côte part de chacun est fonction de sa richesse relative et de son importance dans le commerce international
cette côte part est versée à raison de 25% en or (tranches or) et 75% en monnaie nationale
le FMI est doté d’un capital initial de 7,7 milliards de $. C’est à partir de sa côte part qu’un pays se voit accorder un droit de vote concernant\* plus la contribution du pays est élevé plus ce pays a de décision
chaque pays dispose de 250 voies, auxquelles s’ajoutent une voie par tranche de 100000 dts
les décisions importantes comme celles concernant l’interprétation des statuts de l’organisation et l’augmentation des côtes part doivent 85% des voies
dès le début les USA ont bénéficié du droit du Veto, aucune décision importante ne peut être prise sans leur consentement car leurs droits de vote est supérieur à 15% depuis le début
les USA et le Royaume-Uni ont vu leurs parts se réduire suivant le déclin relatif sur le plan de la production et du commerce extérieur. Les côtes parts des différents pays sont révisées tous les 5ans
les ressources du fonds peuvent être utilisées par les pays membres qui ont besoin d’aides financières à court terme
tout membre dispose de droit de tirages sur ses réserves, chacun pourra tirer 125% de la côte part qu’il a versé pour son adhésion
depuis quelques années, plusieurs mécanismes ont été mis en place pour donner accès à un crédit beaucoup plus grand
au début des années 80, le montant total des droits de tirage des pays s’élèvent à 600% de leur côte part
e)les dts : droits de tirage spéciaux
au droit de tirage ordinaire dont nous avons parlé s‘ajoutent depuis 1969 des droits de tirage spéciaux qui constituent une monnaie internationale
les dts sont le plus important mécanisme de crédit établit par le FMI, ce mécanisme a été amené par le 1er amendement adopté et par l’assemblée générale en 1965 et ratifié en juillet 1969
la création par le FMI de cette monnaie internationale vise à réduire la \* des réserves internationales
en 1967, celle-ci représentait 36% des échanges internationaux contre 57% en 1958. un nouvel instrument monétaire s’avérera nécessaire pour assurer les échanges, les dts sont venus s’ajouter aux réserves initiales alimentées par les côtes parts versées en or et en devise. Ils sont répartis entre les membres proportionnellement à leur côte part
mais contrairement au cas des droits de tirage ordinaire, pour lesquels chaque tirage doit être remboursé en monnaie du pays, pour les dts depuis 1981 aucun versement n’est requis en contrepartie il s’agit là d’une création pure de monnaie
un pays ne peut toutefois les utiliser que pour financer un déficit de la balance des paiements ou à cause de l’évolution de ces réserves
si ces conditions ne sont pas respecté, le pays fautif peut être forcé de racheter ses avoirs en achetant des dts
l’originalité des dts c’est justement de permettre des tirages sans contrepartie, en ce sens ses droits ne sont qu’un jeu d’écriture permit par le FMI
la banque centrale de chaque pays participant inscrit dans le passif de son bilan les dts qu’elle reçoit et elle inscrit dans son actif les dts qu’elle détient
fait important : le dts n’est pas susceptible d’être utilisé dans les paiements entre les pays membres du FMI
il constitue seulement un droit de se procurer une telle monnaie, il appartient au FMI de désigner le pays qui sera obligé d’accepter les dts et de fournir en contrepartie les devises demandées
exemple : si le Canada veut échanger des dts contre des $ américains et le FMI désigne le Japon comme fournisseur, celui-ci devra remettre les $ exigés et accepter les dts
le FMI désigne les Etats membres en fonction de la solidité de leurs balances de paiement et de leurs réserves
le pays qui reçoit les dts verra changer la composition de ses réserves dans notre exemple les réserves Japonaises comporteront plus de dts et moins de $. Quel est le taux de change du dts ?
au départ la valeur du dts était définit en or, un dts vaut 0,888 grammes, soit le poids correspondant à un $ USA
lorsque le $ a été dévalué le dts a vu sa valeur diminuer à 1,08571$
lors de la dévaluation suivante 1973, le dts a augmenté à 1,2063$. Depuis 1974 avec la généralisation des taux de change flottant, à la suite de l’effondrement du système de Bretton Woods, la valeur des dts a cessé d’être établi par rapport à l’or
elle a été d’abord déterminé par rapport à un panier de 16 monnaies qui s’est réduit en 1981 à 5 monnaies les plus importantes { $, mark, ff, yen, livre sterling}
4. Le Bretton Woods à la crise de 1971 :
le système de Bretton Woods portent les germes de sa propre destruction, il repose sur la stabilité de parité fixe et surtout sur celle du $ américain par rapport à l’or
cela signifie que les USA pouvait convertir en or les $ détenus à l’étranger au taux de 35 $ l’once, or cette fonction est en contradiction avec le rôle du $ comme monnaie internationale, car pour assurer les liquidités nécessaires à l’expansion du commerce international et du mouvement des capitaux les USA doivent connaître les déficits de la balance des paiements financé grâce à l’émission de la monnaie nationale par la banque centrale
dans la situation contraire en cas de surplus de la balance des paiements un nombre moins grand de $ circulerait à l’étranger les liquidités entre pays \* et le commerce international serait ralenti
mais, la création de liquidité internationale par la simple décision de la banque centrale des USA leur accordent un privilège important
Ceux-ci peuvent payer leur déficit par leur propre monnaie que les autres pays acceptant comme réserve de change, la banque centrale USA n’a qu’a imprimer des $ pour financer les dépenses américaines à l’étranger ; cela équivaut à signer un chèque en blanc pour acheter des produits étrangers et ceci aussi longtemps que les pays vendeurs ne réclament la conversion or des $ accumulés
c’est ce privilège qui a permit aux USA d’importer plus qu’il n’a exporté, d’investir à l’étranger, de financer la guerre de Corée, puis la guerre du Vietnam à crédit, et d’accroître aussi le nombre de $ Américains détenus à l’étranger et plus les $ s’accumulaient dans les coffres des autres pays, plus la possibilité de les convertir en or diminue, en outre la confiance dans le $ s’estompait peu à peu
c’est la contradiction essentielle du système de Bretton Woods et la source de son effondrement en 1971
1) les accords de Bretton Woods en pratique (1944-1960)
la période 44-60 est l’époque où le système fonctionne dans les règles convenus mais non sans problème toutefois
la convertibilité en or des monnaies n’est atteinte qu’en 1958, soit 14 ans après, seuls les $ sont convertibles étant donné que le trésor des USA détenait suffisamment de réserves pour racheter les $ détenus à l’étranger
la federal reserve board joue son rôle d’émetteur de monnaie mondiale
les USA peuvent ainsi la reconstruction de l’Europe avec la plan Marshall, les $ américains sont transférés à l’étranger par milliards et s’imposent comme monnaie internationale. Par ailleurs, la stabilité des changes est relative en 1948 la France dévalue sa monnaie, tandis qu’en 1949 la GB réduit la valeur de la livre sterling de 30% sans que le FMI n’intervienne pratiquement son objectif étant rappelons le de veiller à la stabilité des changes
-l’effondrement du système : durant la période précédente, le stock d’or des USA a chuté régulièrement tandis que le nombre des $ à l’étranger augmentait. En 1946, la valeur du stock d’or détenu par les USA était à 3 fois supérieur à lan valeur représenté par les $ détenus à l’étranger. 14 ans plus tard ce stock couvre à peine ces derniers. Pour le système de Bretton Woods c’est un signal d’alarme qui annonce le début de la fin. En Octobre 1960, le $ est l’objet d’une première spéculation, les banques centrales étrangères demandent la convertibilité de leurs $ en or. Les particuliers de leur côté hésitent à conserver leurs $ et préfèrent acquérir de l’or sur le marché libre ce qui entraîne une augmentation du prix de l’or, alors que la BM suppose un prix fixe pour ce dernier. Face à ces difficultés et sous la pression des USA, UK, la France, la Belgique, la RFA, les Pays-Bas constituent le pool de l’or. Celui-ci s’engage à intervenir sur le marché de Londres. En fournissant à la banque d’Angleterre les devises ou l’or nécessaires pour maintenir le cours du $ à 35$ l’once.
ainsi, lorsque les pressions à la hausse sur le prix de l’or ou à la baisse sur celui du $ seront fortes, les banques centrales de ces pays vendront l’or ou achèteront le $. En Mars 1966, la France se retire du pool de l’or et réclame la conversion en or de ses avoirs en $. En Mars 1968, le pool de l’or disparaît, le $ n’est déjà plus convertible, et le stock d’or détenu par le federal reserve board représente plus que le 1/3 des $ à l’étranger. On doit alors faire un compromis pour retarder l’échéance rendue inévitable. Un double marché est instauré pour l’or un marché libre ou le prix de l’or varie selon l’offre ou la demande et un marché officielle entre les banques centrales ou l’or se paye 35$ l’once. Ce compromis met fin pratiquement à la convertibilité du $. Le 15/8/1971 le président Nixon le confirmera officiellement en décrétant l’inconvertibilité du $ en or. A ce moment les réserves d’or américaines ne comptent plus que le cinquième de $ obtenus à l’étranger. C’est la fin du système de Bretton Woods
après Bretton Woods : l’effondrement du système de Bretton Woods a amené une crise du système monétaire international. Depuis 1971 aucun autre régime n’a été adopté. Toutefois, depuis ce temps d’importantes tendances ont marqué l’ordre monétaire international si elle ne constitue pas un système formellement organisé avec des règles fixées dans une charte. Ces tendances influent sur des opérations commerciales et financières réalisées entre les pays. Nous examinerons le passage du régime de change fixe au système des changes flottants. L’évolution vers un système multidevises et multipolaires et l’expansion du marché privé des devises
1) les accords de la Jamaïque :
a la suite du décret par lequel le président américain mettait fin à la convertibilité du $ celui-ci subissait une première baisse en Décembre 1971 d’environ 8%, on a décidé d’élargir les ;marges de fluctuations autour des nouvelles parités de 1 à 2,5%
c’était la dernière chance pour le régime des changes fixes, mais en Février 1973 le $ se dépréciait une seconde fois perdant 10% de sa valeur par rapport à l’or. Le système des taux de change fixe cédait alors la place à un régime de taux de change flottant. L’adoption de celui-ci sera confirmée en 1996 par les accords de la Jamaïque. L’assemblée générale du FMI réunit à Kingston adoptant un second amendement au statut du FMI dont l’entrée en vigueur est fixée à Avril 1978. cet amendement visait à faire du dts le principal actif de réserve du système monétaire international. A cet effet on éliminera des statuts toute référence à l’or la contribution des pays à la caisse du FMI était versée ¼ or et ¾ en monnaie nationale, désormais elle sera versée en raison de ¼ de $ ou dts et ¾ en monnaie nationale. Depuis l’adoption de cet amendement le dts peut être détenu comme actif de réserve au même titre que les autres devises internationales mais le FMI ne l’a pas émit en quantité suffisante pour qu’il puisse s’imposer dans les opérations commerciales et financières. En 1988 le dts ne représentait que 9% des liquidités contre 91% pour les devises. Malgré les difficultés qu’il a connu au début des années 70 le $ était toujours la principale devise détenue par les banques centrales. Les accords de la Jamaïque consacrait le $ comme monnaie du système en outre la démonétisation de l’or et la faible création de dts ont contribué à donner au $ une plus grande place en tant que monnaie internationale
les autorités monétaires américaines étaient libres d’émettre des $ sans être soumises à aucune contrainte extérieure comme celle de maintenir le $ à une quantité fixe d’or. Cela a entraîné une forte instabilité du $ sur le marché des changes. Les fluctuations de la monnaie américaine ont perturbé sérieusement l’économie mondiale ainsi l’appréciation du $ après 1979 a eu des effets désastreux pour les PVD endettés. Le système de Bretton Woods aura finalement le système de l’étalon $ comme la livre sterling dans le système de l’étalon or. Le $ y a joué le rôle principale dans les relations économiques internationales. Après l’échec de l’entente de Bretton Woods le système monétaire international sera caractérisé par l’imposition du régime des changes flottants, la constitution d’un système multidevises et la privatisation du marché des devises
2) le régime des changes flottants : constituant la base des accords de Bretton Woods avec la convertibilité du $ le régime des parités fixes a cessé d’exister avec le flottement du $. Depuis les taux de change ont fluctué librement selon l’offre et la demande. Un déficit de la balance des paiements doit provoquer des pressions à la baisse sur le prix d’une monnaie de manière à rendre les exportations plus compétitives et à rétablir à terme l’équilibre de la balance des paiements. Un excédent déclenchera l’effet contraire. Pour les partisans du régime des changes flottants le système livré à lui-même tendrait vers la stabilité des parités. La spéculation sur la variation des monnaies constituerait un élément stabilisateur pour celle-ci. Voilà deux thèses que la réalité a contredite non seulement les parités ont été déstabilisées par le nouveau régime mais la spéculation des professionnels des changes a accentué l’ampleur des fluctuations. L’instabilité généralisée des cours accentuée par la spéculation des agents privés qui cherchent à réaliser des profits sur l’échange de devises a caractérisé le régime qui a fait suite à celui des parités fixes.
3) la constitution des différentes zones monétaires et d’un système multidevises : l’ordre monétaire international ressemble par certains traits au régime de transition qui a suivit l’éclatement du système étalon or. Formation des blocs monétaires et passage d’une économie centrée sur un pôle à une économie multipolaire. Durant les années 30 après que la GB a supprimé la convertibilité or de la livre sterling le système s’est fracturé en blocs. Un bloc livre sterling formé par les pays commercialement et financièrement liés à la GB. Un bloc $ et une zone Franc qui regroupait les pays ayant des monnaies coloniales Afrique Francophone surtout au taux du FF. en l’absence d’une véritable devise clé le système monétaire international comportait plusieurs pôles monétaires. Durant les années 70 et 80 quelques zones monétaires se sont constituées autour des devises les plus importantes. Les 2 Amériques se sont réunis autour du $, la région pacifique et les pays d’Asie autour du Yen. Les pays d’Europe autour du Mark Allemand. La naissance des zones monétaires provenait des changements survenus dans l’économie mondiale
a) le $ : en 1991 les réserves de devises du pays étaient détenues à 55,5% en $ à 18,3% en Mark et à 10,4% en Yen, le $ dominait donc toujours la scène internationale
b) le Yen : sur les marchés internationaux des capitaux qui sont le lieu d’activité des banques privées la présence du Japon comme place financière s’impose de plus en plus. L’activité bancaire internationale a connu une forte expansion du Japon dans les années 80. vers la fin de la décennie se sont les centres bancaires Européens qui s’imposeront
c) la mark : est la troisième monnaie en importance. Celui-ci est devenu la monnaie phare autour de laquelle gravitent les autres monnaies des pays de la CEE, une autre monnaie Européenne pourrait s’imposer d’ici quelques années c’est l’écu qui deviendra l’Euro
4) la privatisation du système monétaire international : signifie que depuis la fin des années 50 le secteur privé a commencé à alimenter lui-même le système économique mondiale en liquidités monétaires rôles que les structures et les institutions officielles de Bretton Woods n’assurait pas convenablement. La prépondérance du secteur privé a forcé les autorités officielles à partager leur pouvoir de gestionnaires de la monnaie avec le marché c'est-à-dire avec les grandes banques internationales en partageant ce pouvoir les banques centrales ont perdu la responsabilité de déterminer seuls le taux de change et de financer le solde de la balance des paiements. Les mouvements moné